



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

« Quand un pauvre entre dans l'isoloir, il me fait penser à un crocodile qui entre dans une maroquinerie. »

Coluche

N° 1670

du 26 avril au 2 mai 2012



M 02137 - 1670 - F: 2,50 €



# Editorial



À l'image de la baisse tendancielle du taux de profit, l'élection présidentielle est une obscure bêtise qui, de génération en génération, paralyse le mouvement social, nombre d'entre nous – travailleurs et travailleuses – étant encore persuadés que des urnes naîtra l'émancipation tant rêvée. Et encore... Qui, aujourd'hui, rêve toujours d'émancipation? Nous ne sommes probablement qu'une petite poignée, bien présente, certes, mais tout de même très réduite. Et le problème semble bien être là. Si nous espérons tous et toutes une autre société, plus juste et plus libre, les élections ne seraient probablement pas un obstacle à l'avènement d'une situation révolutionnaire. C'est un fait, et l'Histoire nous a montré que, ici et là, de par le monde, des peuples sont parvenus à briser leurs chaînes dans des régimes parlementaires. Mais ces peuples étaient conscients. Conscients de leur appartenance à une même classe d'exploités. Conscients de leur puissance dans l'unité. Conscients de leur capacité à réorganiser la société et à jeter les jalons d'un monde nouveau, débarrassé de ces abjectes notions d'exploitation et d'oppression. Alors, aujourd'hui en 2012, dans cette France en période de transe électorale (comme dans le reste de la planète), notre rôle – du moins celui que nous nous donnons – est bien celui de faire émerger dans la société une conscience révolutionnaire, une volonté de changement social, le désir de tout foutre en l'air et de repartir de zéro. Syndicats, organisations spécifiques, collectifs, associations: les outils sont là et il ne reste plus qu'à nous les approprier pour nous organiser et en finir une bonne fois pour toutes avec le capitalisme et l'État. Et bâtir sur leurs ruines fumantes l'anarchie, la libre fédération des travailleurs et travailleuses!

# Sommaire

## Actualité

- Le blues du mouvement social**, par J.-P. Levaray, page 3  
**Exploité, non payé, arrêté**, par Tsinaïpah, page 4  
**Prud'hommes dans le viseur**, par JMarc, page 4  
**Chronique néphrétique**, par Rodkol, page 5  
**Météo syndicale**, par T. Impétueux, page 6  
**La police contre la liberté d'expression**, par FA 86, page 7  
**Victoire pour les salariés de Louvre Hôtel**, par CNT, page 8  
**Psychiatrie, torture et enfermement**, par P. Schindler, page 9

## Expression

- Journée avec la majorité silencieuse**, par M. Rajsfus, page 10

## International

- Chili: le soulèvement d'Aysén**, par D. Pinos, page 12  
**Mexique: Cherán en résistance**, par G. Goutte, page 14  
**Corée: sauvons Jeju**, par R. Burget, page 16

## Histoire

- Stalinisme et mémoire**, par Silfax, page 17

## Culture

- Artémisia Gentileschi, une peintre libre**, Y. Guignat, page 18  
**Chroniques de la désobéissance**, G. Goutte, page 20

## Mouvement

- On ne t'oubliera pas, Patrick**, par FA Evry-Corbeil, page 21  
**Radio libertaire**, page 22  
**Agenda**, page 23

## Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n <sup>os</sup>	○ 25 €
6 mois, 25 n <sup>os</sup>	○ 50 €
1 an, 45 n <sup>os</sup>	○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à:

**Le Monde libertaire – 145, rue Amelot – 75011 Paris – France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## Bulletin d'abonnement

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup> ○ 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).

(BIC: CCOFRRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



# Pessimisme et défaitisme dans le mouvement social

**ALORS LÀ**, si vous vous êtes jetés sur cette page 3 de votre hebdomadaire favori pour avoir une analyse circonstanciée du résultat du premier tour de l'élection présidentielle, eh ben, c'est raté. J'aurais pu vous le faire, genre : « De toute façon, nous, ce type d'élection c'est pas notre truc ; on est pour la gestion directe, pour l'auto-gestion dans tous les aspects de la vie sociale et si les élections changeaient vraiment les choses elles seraient interdites depuis longtemps, etc. » Même pas. J'aurais pu le faire, genre, au-dessus de ça, quasi-aristocratique : « Ils ont voté et puis après ? » Non Plus. Parce que, même si les élections ne sont pas notre combat, on en subit le résultat, et lorsque Sarkozy est passé en 2007, on l'a senti passer personnellement dans notre quotidien.

En fait, je ne peux pas vous en parler pour de bêtes questions techniques : les articles doivent être écrits bien avant que les résultats s'affichent sur vos écrans. Parce qu'après l'écriture, il y a la mise en page, l'impression et la distribution. Donc, au moment où vous lisez ces lignes, vous en savez plus que moi.

Les seuls petits trucs que je pourrais vous écrire, c'est que je suis tombé sur un document de la police où ils craignaient qu'en cas de victoire de Sarkozy, la France connaisse des mouvements de grève importants et des émeutes de type athénien. Mais depuis le temps que les flics font ce type de prédiction, ce n'est plus l'insurrection qui vient, on devrait être en plein dedans...

L'autre chose, c'est plutôt un questionnaire : si Hollande passe, que vont faire tous ces militants CGT, impliqués dans leur soutien à Mélenchon, plus prompts à aller à la Bastille ou au Prado pour le Front de gauche qu'à militer sur place ? Dans les discours, ils parlent tous de transformer le résultat en mouvement type juin 1936, mais on a déjà vécu ça en 1981, avec une allégeance à Mitterrand qui a fait du mal.

Bref, j'arrête aussi de me faire du mal.

Et du côté social, me direz-vous ? Il semblerait que ce soit le calme plat. Les médias n'ont plus d'yeux que pour les échéances électorales et les bons mots des candidats. Plus question des salariés de Florange, même si le plan de reprise prévu ne l'est que pour quelques mois, avec licenciements à la clé. Peu question de ceux de la Fonderie du Poitou Aluminium que Renault ne veut pas reprendre mais où Sarkozy, en pseudo-sauveur, a annoncé une reprise par une société pas claire, avec licenciements à la clé et éga-



lement pour peu d'années. Pour la Sernam, cette fois la SNCF les reprend mais aussi avec des licenciements... Et je pourrais continuer longtemps la liste, avec le secteur social malmené, les hôpitaux, la Poste, le fret SNCF, pour ne parler que des gros morceaux.

Vendredi dernier, je participais à un rassemblement-barbecue devant Petroplus. Un rassemblement auquel on est habitué depuis le mois de janvier, lorsque les salariés de la raffinerie ont appris que Petroplus les laissait tomber. Si les cheminées commencent à fumer en signe de possible redémarrage des installations, c'est plus souvent les merguez qu'on sent à l'entrée de l'usine ces temps-ci. Ce jour, il y a environ 250 personnes, dont la moitié de salariés ou sous-traitants de la raffinerie. Le rassemblement a lieu pour annoncer ce qui est présenté comme une victoire.

Depuis le début du conflit, les salariés gardaient les stocks de carburant comme un « trésor de guerre » permettant de faire pression. Sauf que ce vendredi 13 avril, les organisations syndicales ont signé un accord avec le ministre de l'Industrie, Besson, pour qu'il puisse récupérer une partie de la trésorerie et des stocks. La moitié de la vente servant à rembourser les dettes de Petroplus et les 100 millions restant allant à Petit-Couronne : 17 millions pour les travaux de redémarrage et le reste pour financer, sous contrôle des syndicats, les éventuelles conséquences sociales comme des indemnités en cas de liquidation pure et simple.

Donc, pas du tout une victoire mais plutôt une fermeture annoncée, même si l'ancien propriétaire, Shell, avec un contrat « à façon », fournit un sursis de six mois et que le pseudo-industriel Klesch, connu comme liquidateur, dit être intéressé par la raffinerie, pour quelques années, moyennant des licenciements.

On arrive aux limites de ce drôle de combat des Petroplus qui ont tout misé sur la médiatisation et sur la politique spectacle (neuf des candidats sont venus sur le site). Peut-être aussi que le fait que les salariés ne se soient pas impliqués et n'ont fait que suivre les délégués syndicaux n'a pas arrangé les choses. En même temps, c'est difficile de donner des leçons à des collègues qui vont se retrouver à la rue d'ici quelque temps.

Je suis resté à discuter avec des sous-traitants plutôt défaits, très pessimistes quant à leur avenir, même si ça dure encore quelques mois, d'autant que eux n'auront pas de primes de départ.

Après le rassemblement, lorsque les barbecues se sont éteints, après que les militants du Front de gauche ont fini leur prêche, après que les salariés de Petroplus requis pour la sécurité sont rentrés dans l'usine, une quarantaine de militants CGT sont allés bloquer un péage sur l'A13, histoire de...

**Jean-Pierre Levaray**

Groupe de Rouen  
 de la Fédération anarchiste

# Exploité, licencié, non payé et arrêté !

**LES FORCES RÉGALIENNES DE L'ÉTAT**, on le sait déjà, ne rechignent pas à l'odieuse tâche qu'est la chasse aux sans-papiers. Les perdreaux et la bleusaille nous offrent régulièrement le spectacle de l'exercice de leur art sans cesser de nous retourner les tripes et d'augmenter notre révolte. Cette fois, le 11 avril, c'est dans les murs du conseil de Prud'hommes de Nanterre que l'immonde flicaille est venue se livrer à l'arrestation de Monsieur K., Malien, à sa sortie de l'audience de conciliation.

Ce travailleur, licencié d'une entreprise de restauration collective dans laquelle il travaillait depuis 2010, avait assigné son employeur pour réclamer devant le conseil le paiement de ses indemnités légales.

En personne avisée apprenant qu'une procédure prud'homale était entamée contre lui, l'employeur a porté plainte contre Monsieur K. pour usurpation d'identité et a ensuite prévenu la police du jour et du lieu de la convocation à l'audience pour lui faciliter l'arrestation.

Accablant qu'il n'existe pas de communiqué de protestation de la part des organisations syndicales des Hauts-de-Seine dont

sont issus les conseillers de Prud'hommes et de Prud'femmes salariés. Pas plus qu'il n'existe de protestation du conseil de Prud'hommes de Nanterre ni du président de la cour d'appel auprès du préfet. Des lacunes qui, gageons-le, devraient se corriger... Si la conscience et la volonté frappaient à leur porte.

À l'heure où j'écris ces lignes, il semble que Monsieur K. a fait l'objet d'un rappel à la loi dans un commissariat des Yvelines (?) au bout d'une garde à vue de plusieurs heures. En attendant, très certainement, l'expulsion du territoire.

Comme le dénonce le communiqué commun (LDH, Gisti, SM, SAF, Adde) <sup>1</sup>, il est certain que le zèle des chaussettes à clous les amenant à interpeller quelqu'un dans l'enceinte même d'un conseil de Prud'hommes est une première et cela constitue, ainsi, une nouvelle étape dans l'insécurité faite aux travailleurs et travailleuses sans-papiers dans ce pays.

La police montre qu'elle est toujours prête à se livrer aux exactions les plus basses, y compris dans un tribunal où elle n'était pas requise.

De même qu'un employeur se préserve du risque causé par son salarié qui recourt aux Prud'hommes pour faire valoir ses droits est en soi une « première ». Mais, cela dit tout sur les vertus morales du capitalisme et sa logique d'exploitation salariale.

Quant à l'employeur, le sol des cuisines de restauration est souvent très glissant, et si, lors d'une visite, il venait à plonger malencontreusement dans une friteuse, l'humanité ne sourcillerait pas.

Si un incendie social de grande ampleur venait un jour, faudrait pas qu'à nouveau de bons esprits naïfs s'étonnent et s'horrifient qu'une rage profonde face apparaître quelques têtes sur des piques ou suspendent des crapules à la lanterne dans les ghettos de Neuilly ou de Villa Montmorency.

**Tsinapah**

1. LDH, Ligue des droits de l'homme; Gisti, Groupe d'information et de soutien des immigrés; SM, Syndicat de la magistrature; SAF, Syndicat des avocats de France; Adde, Association des Avocats pour la défense des droits des étrangers.

## Impossible justice

**Parmi toutes les offensives réactionnaires** se portant sur la justice, les conseils de Prud'hommes sont une cible de choix. La loi de finance rectificative pour 2011, par l'article 54, avait instauré la taxe des 35 euros en matière judiciaire pour toute introduction d'affaire en justice. Une attaque sur l'accès gratuit à la justice, y compris en matière sociale – tribunal des affaires sociales et conseil des Prud'hommes – était ainsi portée.

La conséquence première de cette loi, pour ce qui concerne le droit du travail, est le renoncement de nombre de salariés à faire valoir leurs droits devant la justice prud'homale. Qui va payer 35 euros pour obtenir sa feuille de paie, son attestation Pole emploi ou le paiement de quelques heures supplémentaires ?

Un véritable confortement pour le patronat dans son impunité pour ses multiples violations du droit du travail par l'évitement des juges. Certes, le Sénat, par sa nouvelle majorité de gauche, avait refusé son adoption.

Certes, aussi, des délégations syndicales ont démarché les groupes parlementaires de l'Assemblée en portant une pétition de quarante mille signatures le 6 mars dernier. Mais l'Assemblée, par sa majorité de droite, adoptera la loi.

Suite à deux recours auprès du Conseil constitutionnel, celui-ci vient de livrer, le 13 avril, sa décision dans son style orwellien habituel considérant que le principe de cette taxe reste conforme au principe constitutionnel d'égalité entre tous les Français. Joliment vu, tous ceux ou toutes celles qui recourront aux Prud'hommes paieront la taxe ! Les plus démunis en seront exemptés si ils sont éligibles à l'octroi de l'aide juridictionnelle et, surtout, si ils auront eu la patience de l'obtenir...

Une étape est franchie, mais elle ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. La gratuité aura disparu de façon plus grave demain par voie de conséquence de la suppression programmée des élections des conseillers de

Prud'hommes (dernier champ social de l'intervention collective des salariés après la disparition des élections des administrateurs de la sécurité sociale), puis ensuite de l'évacuation de cette juridiction vers les juges civilistes professionnels qui imposera le ministère d'un avocat.

D'autres enjeux sur les principes fondamentaux de la justice prud'homale sont en cours et méritent d'être abordés plus précisément dans ces colonnes : la remise en cause de l'oralité, la tentative de mise en place de convention ou contrat de procédure dans les conseils de Prud'hommes, la volonté d'introduire la médiation payante. Toutes ces choses faisant le lit du contournement de la justice à la place de la conciliation gratuite et respectueuse du droit du travail.

**JMarc**

Groupe Albert-Camus  
de la Fédération anarchiste



## Brèves de combat

### Derniers délires sarkozistes : moins d'Algériens en France !

Il a déclaré vouloir renégocier l'accord sur l'immigration passé avec l'Algérie, pour atteindre son objectif de « diviser par deux » les flux migratoires. Cet accord, conclu en 1968, est plus avantageux que le régime de droit commun. Il permet, par exemple, à un sans-papier présent depuis dix ans en France d'être régularisé. On compte aujourd'hui 700 000 ressortissants algériens, soit l'une des immigrations les plus importantes du pays. Avec ce discours, s'il est élu, il pourra prendre Marine La Peine comme ministre de l'intérieur...

### Ces (si) sincères politiques...

Non seulement Christian Vanneste n'a toujours pas été exclu de l'UMP, contrairement à ce qu'avait affirmé Sarkozy, mais en plus il fait le malin en créant discrètement son propre parti, genre ni vu ni connu, je t'embrouille. Il a avoué à Rue89 que le seul objectif de son second parti est en réalité financier (pour récolter des fonds et se présenter aux législatives), au moins cette dernière information a le privilège d'être franche...

### Mais comment peuvent-ils vivre sans ?

Une information de la plus haute importance est parue dans la presse financière : 2,5 milliards de personnes dans le monde n'ont pas de compte bancaire. Mais c'est affreux, comment font-ils Madame Michu ?

### Haute surveillance

Le Conseil d'État a annulé partiellement l'article 5 du décret qui prévoyait la conservation de huit empreintes digitales. Deux seulement continueront à figurer dans le composant électronique du passeport. En revanche, le conseil avait validé la création de ce fichier central des passeports, qui permet de « s'assurer de l'absence de falsification ». Il a estimé qu'il ne porte pas « une atteinte disproportionnée au droit des individus au respect de leur vie privée, par rapport aux buts de protection de l'ordre public en vue desquels il a été créé ». Il faut donc comprendre qu'il s'agit d'une atteinte proportionnée au droit des individus ?

# Chronique néphrétique

## Lettre ouverte au militant qui ne doute pas (VI)

**JE POURSUIS MES RÉFLEXIONS** à partir des arguments d'un militant, celui qui a refusé de prendre et de lire un exemplaire du Monde libertaire que je lui tendais, car je ne voterai pas pour son candidat.

Depuis le moment où j'ai commencé cette lettre, le paysage électoral, avec force sondages, se modifie et Mélenchon a le vent en poupe. De quoi s'agit-il ? Sans doute, le discours anti système semble marquer des points. Un transfert de voix de l'extrême gauche, orpheline de candidats médiatiques, peut expliquer en partie la hausse du score annoncé du front de gauche. Plus largement, les effets de la crise de 2008, les conséquences visibles de l'austérité en Grèce, en Espagne, font craindre une politique analogue en France après les élections.

Beaucoup d'électeurs ne sont pas dupes. Ils savent que Sarkozy appliquera le pire s'il est réélu. Mais même avec Hollande, ils se doutent d'expérience que leur situation peut empirer, les socialistes n'ayant pas hésité à appliquer les directives du FMI ou de la Banque centrale européenne contre le niveau de vie de leurs populations.

Voter Mélenchon, avec un score historique, cela peut en effet signifier une radicalisation, un « NON » au système, du moins aux dictats de la finance. C'est ainsi qu'il sera interprété le soir du premier tour. Et après ? Les scores importants de Laguiller ou Besancenot aux élections précédentes ont-ils pesé ensuite dans l'évolution de notre société ? Ont-ils empêché des reculs sociaux généralisés, les luttes défensives perdues ? Non. Il ne s'agit pas de leur reprocher, eux-mêmes sont clairs là-dessus : seules les luttes inversent le rapport de force. Que se passera-t-il après le second tour ? Si Hollande est élu, avec l'apport des « voix Front de gauche », comment se jouera la partie ? Verra-t-on militants politiques et syndicalistes freiner toute revendication, sous prétexte qu'« il faut laisser du temps au temps », et « laisser œuvrer le gouvernement » ? Ou au contraire, impulseront-ils un vaste mouvement de contestation, de luttes afin de reprendre l'offensive, de regagner acquis perdus et d'imposer une politique autre dans tous les secteurs de l'économie

et du travail ? Là aussi, ne nous leurrons pas, l'important est de savoir si dans la population cette offensive apparaît nécessaire et possible. Et tous, nous avons un rôle à jouer dans un scénario qui peut ressembler à celui de 1981 (rien, puis reculs), de 1936 (la grève générale pousse le patronat à céder et le gouvernement à l'action), ou autre chose encore...

Une analyse répandue : la victoire de Sarkozy serait un coup fatidique pour les mouvements sociaux. Difficile de ne pas en tenir compte pour les années à venir, dans les années économiquement horribles qui s'annoncent. Ce qui est certain, c'est qu'une droite reconduite piétinerait allègrement ce qui reste d'acquis sociaux et que par simple « hygiène », l'alternance droite-gauche relativise leur pouvoir. La remise en cause quinquennale est un pis-aller, nous savons que l'appareil d'État possède une continuité qui n'a cure des changements de majorité. Mais si les illusions enfantent l'espoir, si l'élection d'Hollande devait susciter enfin des luttes victorieuses, je ne peux en tant que militant y rester indifférent.

Mon « camarade », celui à qui j'adresse cette lettre ouverte, m'a servi lors de sa courte mais péremptoire interpellation, une répartie qui ne peut laisser insensible : « Ne pas aller voter, c'est voter Sarkozy ! » Glups ! Vous comprendrez aisément que le coup, sans être fatal, m'ait ébranlé, moi qui n'ait jamais voté au second tour. Bien sûr, j'eus pu rappeler à son souvenir les militants communistes qui auraient voté Giscard en 1981, pour ne pas avoir Mitterrand. Ragots ou réalité ? Je ne suis pas allé vérifier dans les isolements, mais le geste n'était pas sans intelligence tactique au regard de ce que les socialistes firent subir comme reculs sociaux, idéologiques (privatisations !) et comment ils enfoncèrent électoralement par la suite le parti communiste. Mais je ne lui ai pas rappelé.

Le suspens est insoutenable. Votre chroniqueur, ici écrivant, votera-t-il Hollande au second tour ? Vous le saurez en lisant les prochains épisodes de sa « lettre ouverte au militant qui ne doute pas ».

Rodkol

## Effet boomerang

Après les propos de Marine La Peine qui envisage de dérembourser l'avortement, comble de l'ironie, les féministes lui disent merci ! En effet, c'est la première fois que l'IVG fait irruption dans la campagne, habituellement dernier des soucis des candidats. Du coup, François Hollande a réitéré ses engagements pour les droits de la femme, confirmant sa proposition de rouvrir les centres IVG fermés ces dernières années et de rembourser à 100 % l'avortement. Aujourd'hui, la Sécu ne rembourse qu'en partie cet acte et les patientes supportent un reste à charge de 77 euro environ.

## Bras de fer

Act Up-Paris rend publique une vidéo dans laquelle deux malades du sida demandent ouvertement à François Hollande s'ils doivent entamer une grève des soins pour que le candidat socialiste daigne leur répondre sur son programme et l'abolition des taxes sur la santé. Pourtant, en 2008, quand Bruno-Pascal Chevalier avait fait une grève des soins, François Hollande lui avait assuré qu'il ferait tout pour supprimer ces taxes sur les malades.

## Bras de fer (bis repetita)

Pour rappeler les promesses non tenues de l'UMP en matière de lutte contre le sida, notamment la levée de l'interdiction des soins funéraires, le président d'Act-Up Paris, confronté directement aux conséquences de cette discrimination, s'est rendu devant le siège de campagne de Sarkozy. Il a été accueilli par cinq fourgons de CRS qui bloquaient l'accès. La déclaration a donc été lue plus loin.

## Si c'est l'Autorité qui le dit !

Certaines ampoules actuellement sur le marché contiennent une faible quantité de substances radioactives : krypton 85, thorium 232. Mais elles ne présentent pas de risques pour la santé selon l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Et on ne peut que lui faire confiance : elle est unique et indivisible, pas comme les neutrons !

**BON, ON VA PAS FAIRE** la liste des entreprises où ça devrait aller comme sur des roulettes... si on votait bien ! Quand, chères lectrices et chers lecteurs, vous aurez ce *Monde libertaire* entre les mains on y verra plus clair (sic !) dans le paysage politique. On saura, et vous aussi, si l'extrême droite française a réussi à renouveler son exploit ou si les choses sont plus carrées, même si c'est pas terrible.

Quand, dans la presse de gauche, on parlait du syndicalisme, c'était pour citer et disserter sur des luttes exemplaires, mais pour rapidement atterrir sur le fait que ça ne suffit pas ! À l'infini, les fans de Lénine et consorts sortent leurs fondamentaux : la classe ouvrière et le monde du travail sont de braves filles et de braves gars, mais ils leur manque un truc. Le susnommé s'appelle classe « dirigeante » et il est issu de la bourgeoisie puisque les pauvres prolétaires ne peuvent, avec leurs propres forces, que faire du syndicalisme de base, c'est-à-dire défendre leurs intérêts. Mais pour bâtir une nouvelle société, fallait du solide, des textes de loi, donc des partis politiques pour mener le tout là où ça se cause, au Parlement, chez les « grands ».

On cause, bien sûr, du camp, dans les médias, de celles et ceux qui veulent virer le

locataire actuel de l'Élysée, et qui font parler la militance syndicaliste qui déclare que le travail dans les structures confédérales est réduit et qu'il faut une dimension politique ! Éternel débat qui conduisit, dans les années vingt, à l'exclusion de Pierre Monatte<sup>1</sup> du Parti communiste pour avoir cru qu'il y avait égalité entre parti et syndicat ! Pour parler des autres, le président de la République en a fait des tonnes dans les déclarations « ouvriéristes » et on tirera a posteriori le rideau.

Faut-il relire les textes de la Fédération jurasienne pour y voir plus clair dans la situation actuelle ? Pourquoi pas ?

**Torrent Impétueux**

1. La figure de Pierre Monatte a été longtemps « dépréciée » dans le mouvement anarchiste. Il était délégué en 1907 au congrès anarchiste d'Amsterdam, épisode où il s'opposa, par le verbe, au camarade Malatesta. La controverse était entre syndicalisme et anarchisme... On y reviendra, mais une des conséquences, c'est mon avis, fut la « prise en mains » du mouvement ouvrier français par les bolcheviks.



Nouvelles poitevines

# Nouvelle **intimidation** policière contre la liberté d'expression

DEPUIS QUELQUES MOIS À POITIERS, les tractages libertaires sont devenus l'objet d'un harcèlement policier de plus en plus lourd. L'un des militants de la Fédération anarchiste 86 en fait régulièrement les frais. Les policiers l'accostent presque à chaque tractage pour lui prendre un exemplaire. Y compris quand le militant répond que la police lui a déjà saisi le même tract (pour l'abstention aux élections) à cinq reprises... rien n'y fait, les policiers sont devenus fans des tracts anars, ils doivent les collectionner.

Lors d'un tractage, le même militant a par ailleurs subi un «contrôle d'identité» en forme de gag, les policiers l'appelant d'entrée de jeu... par son nom de famille! Aux questions du militant, un policier répond avoir «reçu des ordres».

Vendredi 13 avril 2012, les policiers sont tout de même allés plus loin que d'habitude : ils ont contrôlé l'identité de deux personnes ayant pour seul tort d'avoir pris un tract.

Vers 17 heures, un militant de la Fédération anarchiste 86 (le même qu'évoqué plus haut) terminait un tractage contre les élections représentatives, annonçant la soirée-débat pour une abstention active aux élections, prévue le 13 avril prochain au Plan B. Il croise deux camarades, papote avec eux cinq minutes et s'en va à vélo. Quant aux deux camarades, qui lui ont pris un tract, ils attendent tranquillement le bus, rue du Marché-Notre-Dame.

Dès que le militant est parti, deux policiers, qui devaient guetter non loin de là, abordent les camarades. Ils leur enjoignent immédiatement de leur donner le tract, ce que font les camarades... qui subissent ensuite un contrôle d'identité. Une fois leurs noms relevés, un policier les note sur le tract saisi, qu'il conserve, et sort un talkie-walkie pour un compte-rendu à des collègues. Puis le sac d'un camarade est ouvert et fouillé.

Pour l'anecdote, monsieur Alain Claeys passe dans la rue au moment des faits : il s'arrête près des policiers, leur demande le tract, le parcourt. Puis salue les fonctionnaires et passe son chemin, avec bonhomie. Rien à signaler, tout semble normal pour ce député-maire «socialiste» de Poitiers, accomplissant avec zèle son mandat d'élus garant des libertés publiques. Bien qu'il ne s'agisse que d'un contrôle d'identité, les deux camarades – qui n'en ont jamais subi encore – passent la soirée assez choqués d'avoir subi un contrôle et une



fouille... pour avoir pris un simple tract. Ils ont raconté leur histoire aujourd'hui au copain de la Fédération anarchiste 86, croisé de nouveau dans la rue. Ils sont encore sous le coup de l'émotion suscitée par cette intimidation sans aucun motif. À cette occasion, ambiance... trois policiers s'arrêtent justement au bout de la rue pour les regarder ; jusqu'à ce que tout le monde se quitte.

Il est inacceptable que des intimidations s'exercent à l'encontre de personnes diffusant ou prenant des tracts. Nous entendons bien évidemment continuer à exercer notre droit de diffuser nos idées dans les rues de Poitiers. Nous ne céderons pas à des intimidations policières contre une «liberté d'expression» décidément à géométrie variable, selon qu'il s'agisse de l'exercer dans les urnes ou dans la rue.

D'ailleurs, les militants politiques des divers partis qui diffusent dans la rue des tracts et des affiches – à bien plus large échelle – pour leurs candidats favoris, ne semblent pas subir ce genre de prise de tract systématique et de pressions. La répression cible bien évidemment les personnes (se revendiquant ou non de l'anarchisme) qui s'organisent par elles-mêmes. Cette forme d'intimidation, bien

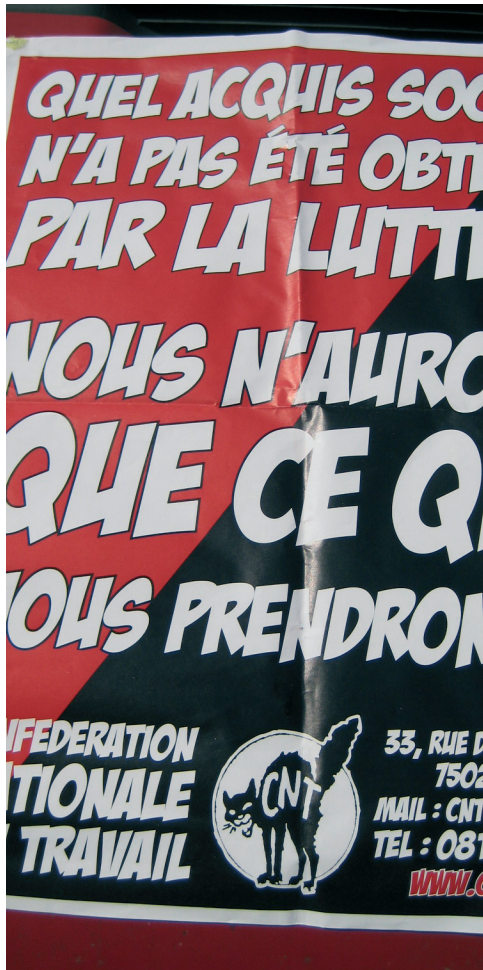
qu'anecdotique au regard d'autres harcèlements policiers ayant actuellement cours à Poitiers, est révélatrice de pressions policières croissantes contre les militants anti-autoritaires. Pour exemple, ils sont systématiquement filmés, photographiés et suivis par la police lors du moindre rassemblement. Obsession du fichage? Condamnations de militants antipub, saisie d'exemplaires d'un journal libertaire local, procès le 10 juillet prochain contre des militants pacifiques pour le droit au logement, accusés d'«outrage», arrestation de deux manifestants soutenant un jeune lycéen expulsable, etc., il ne fait pas bon militer à Poitiers!

Cette répression vire de plus en plus au grotesque : après le procès de deux personnes (catégorisées «anarchistes» par les flics) pour une simple récup dans une poubelle (relaxées sauf pour leur refus de prélèvement ADN), rappelons qu'un militant local passera le 4 mai prochain au tribunal de Poitiers parce qu'un policier s'est senti «outragé» par... des confettis, lors d'une chorale Brassens. Assez de la répression, liberté d'expression!

Groupe Pavillon noir  
de la Fédération anarchiste



# Au 28<sup>e</sup> jour de grève, Louvre Hôtels a craqué !



EN GRÈVE DEPUIS LE 20 MARS 2012, 100 % des salariés de la société Deca-France IDF1, sous-traitant des hôtels Campanile et Première classe du Pont-de-Suresnes et une partie des salariés en interne, ont fait céder la société Louvre Hôtels, deuxième groupe hôtelier en France qui exploite les hôtels restaurants sous enseigne Campanile, Première classe, Kyriad et Golden Tulip.

Les femmes de chambre et les gouvernantes de Deca-France IDF1 obtiennent :

- la fin du travail à la chambre avec la mise en place d'une pointeuse pour un paiement à l'heure et la diminution des cadences indicatives de 25 % ;
- une augmentation de leur mensualisation garantie chaque mois de 26 heures, 104 heures et 108h33 à 120 ou 130 heures par mois ;
- une revalorisation de près de 100 € de leur salaire mensuel ;
- plus 24 à 26 euros sur le salaire de base (AS1A > AS2B) ;
- plus 56 euros de prime panier ;
- plus 11 euros de frais d'entretien des tenues ;
- la suppression de leur clause de mobilité ;
- le paiement de 50 % des jours de grève, les autres 50 % récupérées.

Les salariés de Louvre Hôtels, de leur côté, ne sont pas en reste avec des reposition-

nements à la hausse de leur classification dans la grille des salaires des hôtels-café-restaurant, des augmentations de leur mensualisation de 120 heures à 169 heures pour deux d'entre eux et de 120 heures à 130 heures pour quatre autres. Le même régime leur est appliqué pour les jours de grève.

Les grévistes tiennent à remercier tous ceux qui les ont soutenus dans leur combat contre l'injustice et l'apartheid social vécus dans les hôtels Campanile et Première classe Pont-de-Suresnes et ailleurs. Rien ne sera plus comme avant dans ces deux établissements hôteliers. Preuve est faite qu'une classe ouvrière unie et solidaire autour de leurs syndicats CGT et CNT du Nettoyage forts de soutiens déterminés peut faire fléchir le patronat le plus rétrograde !

Ce conflit a ouvert des perspectives. Il nous faut maintenant continuer le combat pour que cesse partout cette exploitation honteuse des femmes de chambre de la sous-traitance dans l'hôtellerie. Ce sera tout l'objet des négociations que nous avons obtenues et qui vont s'ouvrir chez Louvre Hôtels pour la mise en place, au niveau national, d'une charte sociale de la sous-traitance respectueuse de l'égalité de traitement et des conditions de travail des salariés.

Syndicat CNT Nettoyage RP

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# Hôpital **psychiatrique**, prison mal déguisée



Le Comité de Prévention de la Torture (CPT) du Conseil de l'Europe vient de sortir son rapport et il relève des dysfonctionnements dans les unités de psychiatrie françaises visitées. Les plus gros reproches visent l'accueil des patients en hospitalisation libre qui se retrouvent en pavillon fermé et les recours abusifs à l'isolement.

## Respect *a minima* des fonctions reptiliennes!

Le CPT note dans son rapport que malgré la mise en place de protocoles, le recours à l'isolement pour les patients, soi-disant pour leur sécurité, varie fortement d'un hôpital à l'autre, ce qui entraîne des dysfonctionnements. Par exemple, le comité a relevé qu'à l'hôpital Paul-Guiraud (Val-de-Marne), la moitié des dossiers examinés en psychiatrie générale bénéficiaient d'une « autorisation générale » de mise en isolement donnée au préalable au personnel par les médecins. Mais un autre problème est la raréfaction des rondes. Celles-ci n'ont lieu parfois que toutes les deux ou trois heures et nombre de patients se sont plaints de dysfonctionnements alimentaires et d'incontinences urinaires et fécales. Ces dernières fonctions n'étant pourtant que reptiliennes! Les

périodes d'isolement peuvent parfois être très longues et durer jusqu'à six mois.

## Victime et coupable

Pour ce qui concerne le transfert de prisonniers, le comité a constaté que les détenus transférés à l'hôpital pour des soins étaient presque systématiquement mis en chambre d'isolement dans les services de psychiatrie générale. Ils sont presque systématiquement maintenus en immobilisation complète (contention) : bras, jambes et abdomen liés, pendant les quarante-huit premières heures et parfois jusqu'à la fin de leur séjour, soi-disant pour leur sécurité et non pour des raisons cliniques. Le comité appelle donc la France à adopter des mesures permettant l'accès aux soins pour toute personne incarcérée ne pouvant être accueillie en unité hospitalière spécialement aménagée. Mais les mesures de contention touchent également les patients (non détenus) mais déclarés « difficiles », en attendant leur placement dans des unités spécialisées. C'est le cas dans l'unité de soins intensifs psychiatriques du centre Le Vinatier (Rhône) où des patients ont affirmé au CPT que la présence des instruments de contention dans les chambres d'isolement ont accru leur anxiété.

## «Rapporte» toujours, tu m'intéresses!

Pour toute réponse, le gouvernement a expliqué au comité que des améliorations étaient en cours (toujours!) en matière d'accueil et de traçabilité, et indique vouloir confier à la Haute autorité de santé, la redéfinition des règles d'isolement et de contention. Au moins, ça ne mange pas de pain, mais en attendant que ces tortures physiques et psychiques soient remises en question, il est fort à parier que beaucoup d'eau coulera encore dans la Seine. Car loin de nous de croire que la « folie » est classable et « légiférable » car comment résister à ne pas reprendre cette merveilleuse phrase citée par Gérard Garouste dans sa très belle autobiographie *L'Intranquille*, parue dans le livre de poche : « La folie ce n'est pas quand on a perdu la raison, mais c'est quand on a tout perdu, sauf la raison ! » Hélas, car dans ce cas, la souffrance physique et morale est certainement alors ressentie deux fois plus douloureusement.

**Patrick Schindler**

Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste



# Une journée particulière dans la **majorité** silencieuse

**Maurice Rajsfus**

**EN CES TEMPS DE TURBULENCE ÉLECTORALE**, il est une variété de bons Français que l'on serait bien incapable de vraiment définir. Il s'agit de ceux qui font partie de la « majorité silencieuse ». Cette catégorie de citoyens, qui ne « font pas de politique », n'ont-ils pas d'opinion précise ? Qu'ils votent aux diverses élections ou qu'ils préfèrent s'abstenir, nul ne peut connaître la nature de leur projet de société. Ceux-là désirent-ils éviter d'être classifiés politiquement, par crainte d'une possible répression ? Font-ils partie de ces inquiets, qui dans le métro s'appliquent à masquer le titre d'un journal pouvant être considéré comme subversif ? D'une certaine manière, ces quasi-clandestins s'enferment dans une forme de lâche silence. En fait, ne pas vouloir prendre parti correspond trop souvent au ralliement à celui qui est considéré comme étant le plus fort. Le pays aurait besoin de ces hommes providentiels. Il suffit de leur confier notre avenir pour dormir tranquille et ne pas craindre ces mauvaises surprises pouvant mettre notre belle démocratie en péril.

## **Surtout, ne rien voir et ne rien entendre !**

Il ne faut rien jeter, lorsque l'on écrit. Ou presque rien. C'est ainsi que j'ai pu retrouver le journal de bord d'une journée type : celle du vendredi 12 octobre 1979. Une journée comme les autres ? Pas tout à fait ! La veille, je m'étais intéressé à un sondage d'opinion publié dans un récent *Paris-Match*. J'avais appris à cette occasion que 57 % des Français refusaient de « mourir pour la patrie ». C'était plutôt rassurant. Seuls les retraités et les militants gaullistes étant majoritairement d'accord pour faire cadeau de leur peau à leur cher pays. De plus, seulement 30 % des jeunes Français déclaraient ressentir une certaine émotion à la vue du drapeau, le pourcentage grimpeait à 80 % pour les plus de 60 ans. Hélas pour l'expression des sentiments patriotiques, la France devenant un pays de vieux, la voie était ouverte pour les plus

jeunes, qui ne pouvaient que rêver d'un avenir anti-autoritaire. Rien n'aurait changé depuis 1979 ? Bien au contraire, la situation morale – au bon sens du terme – n'aurait fait que s'aggraver.

1979 n'est pas une année plus remarquable que celles qui avaient précédé depuis l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Quelques faits saillants, pourtant.

Le 10 janvier, Monory, ministre des Finances, annonce la « libération totale des prix ». Les syndicats et le bon peuple ne réagissaient pas vraiment.

Le 23 mars, à Paris, multiples provocations policières lors de manifestation des sidérurgistes sur les grands boulevards. Suite à cette manifestation, les responsables UDF réclament « l'interdiction complète, à l'avenir, de tout défilé syndical et politique sur le territoire de Paris – à l'exception, peut-être, du bois de Vincennes ».

Le 18 avril, au cours d'une émission télévisée, Valéry Giscard d'Estaing, faisant allusion au maire de Paris, Jacques Chirac, évoque le risque qu'aurait fait courir à la France « un chef d'État agité ».

Le 8 mai, à l'ouverture de 23<sup>e</sup> congrès du Parti communiste, Georges Marchais condamne le stalinisme tout en « jugeant positif le bilan des pays socialistes ».

Le 28 juin, intervention de la police au siège du Parti socialiste après une émission de Radio riposte, l'une des premières radios libres.

Le 20 septembre, l'assassinat de Pierre Goldman est revendiqué par un groupe dit « Honneur de la police ».

Le 10 octobre, *Le Canard enchaîné* affirme que Giscard d'Estaing a reçu des diamants offerts par Bokassa, empereur de Centre-Afrique.

## **Un climat plutôt morose**

Revenons à ce 12 octobre 1979, qui nous permet de tracer un portrait approximatif de la majorité silencieuse. Ces millions de

braves Français, qui se contentent de rentrer la tête dans les épaules, en râlant sourdement, n'ont pas vraiment changé depuis. Plutôt que s'interroger sur les causes de leur mal de vivre, ils préfèrent s'en prendre à l'ennemi héréditaire : l'étranger qui vient de loin pour manger leur pain...

6 h 45. J'ouvre les yeux. Grâce aux bons soins d'une station de radio, je prends connaissance des dernières informations. Entre deux mauvaises nouvelles, le chroniqueur habituel nous apprend que la France est belle, et ses habitants généreux. Que la vie vaut d'être vécue dans notre beau pays.

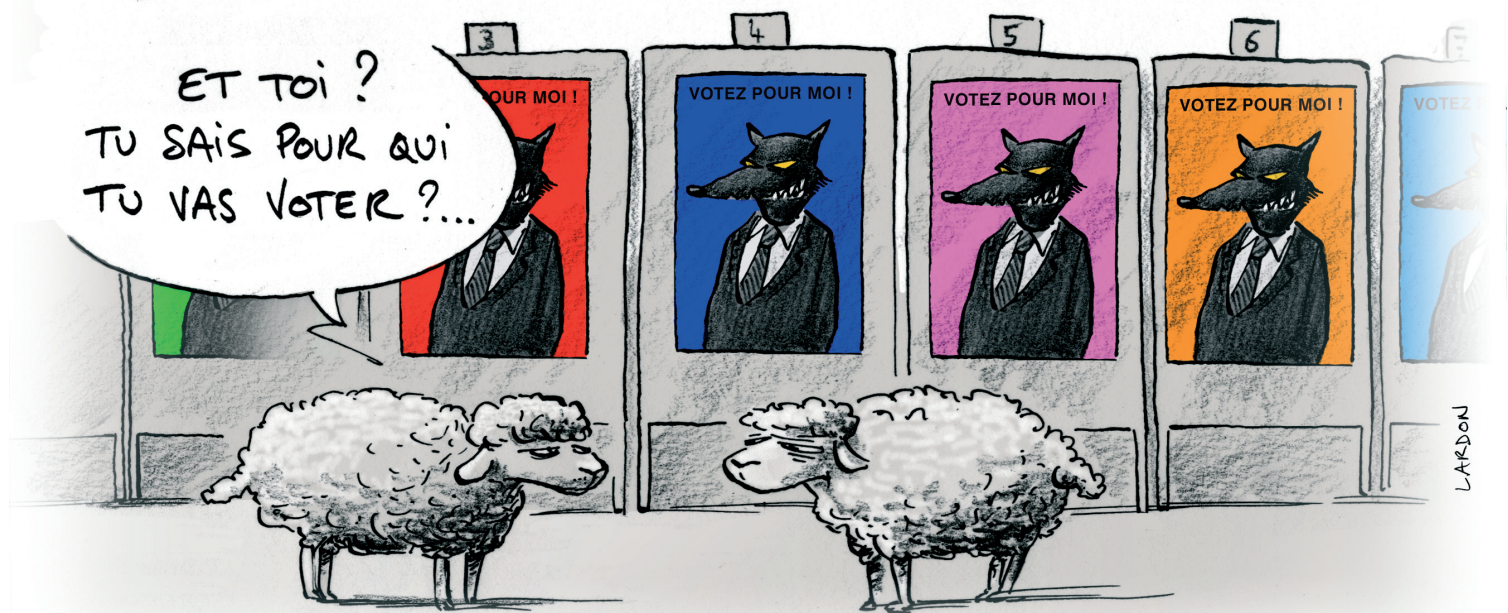
7 h 15. Sur la même station de radio, un journaliste, spécialiste des questions économiques, évoque la lutte constante des commerçants et artisans contre le carcan administratif, cause des malheurs de ces excellents citoyens.

7 h 45. Excédé, j'ai changé de chaîne. Cette fois, un excellent confrère (je suis journaliste) estime que, décidément, si tout n'est pas rose dans notre existence, il y a malgré tout de bons moments à savourer. Avec émotion, ce traîne-lattes évoque les efforts de chacun pour rendre plus agréables les rapports avec son prochain. Nous sommes mûrs pour une bonne journée.

8 heures. Chez le boulanger. Je demande une baguette de pain bien cuite. Sans un sourire, sans même regarder, la vendeuse me tend un morceau de pâte mal cuite, d'une main, tandis que l'autre quémande déjà la monnaie. Il faut faire vite. Le temps, c'est de l'argent.

8 h 15. Dans le hall de mon immeuble, il y a deux ascenseurs : un petit qui ne s'arrête qu'aux étages pairs, et un grand, qui fait halte à tous les niveaux. Bien que logé au 9<sup>e</sup> étage, j'attends le petit ascenseur, plus rapide à mon gré. À l'arrivée de l'engin, j'ouvre la porte et propose à une personne qui vient d'arriver de profiter de la voiture. Refus ennuyé et presque méprisant. Non. À chacun son ascenseur. Économie d'énergie, connais





pas. Quand, étant chargé, j'attends le gros ascenseur et qu'un vague voisin se présente, c'est le comportement inverse qui se produit : il préfère prendre le petit...

8 h 45. Sur le quai du RER B, à Fontenay-aux-Roses, une inscription déchire le sol : Je t'aime. Il n'est pas certain que le ou la destinataire de ce message puisse le recevoir. Le désespoir anonyme devrait pouvoir s'exprimer.

9 h 15. Correspondance à la station Denfert-Rochereau. Des policiers fouillent minutieusement un jeune, apparemment d'origine maghrébine – délit de sale gueule. Cela va jusqu'à l'examen poussé d'un paquet de cigarettes, qui sont dépiautées une par une. Très intéressé, je ralentis le pas, avant de m'arrêter. Ce qui me vaut immédiatement l'ordre de circuler. Comme je ne forme pas un attroupement à moi seul, je n'obtempère pas, mais le ton et les gestes des « gardiens de la paix » se faisant menaçants, je m'exécute lâchement. Le chaland que je suis doit comprendre que la curiosité est un vilain défaut. Il faut circuler lorsque les policiers de la République veulent éviter les témoins superflus de leur activité. Hier, déjà, j'ai assisté à une fouille de ce genre, avec pour victime un adolescent au teint basané : papiers, contenu des poches, palpations. Le garçon, qui était en règle, s'étonnait : « Pourquoi m'avez-vous fouillé ? » Réponse : « Tire-toi ! »

10 h 30. Journaliste, je circule beaucoup. De passage sur le plateau Beaubourg, je fais un détour pour photographier ce pan de mur où j'ai pu lire, il y a peu : *Je manque de tout !* Le mur a été abattu car la construction du quartier de l'Horloge se poursuit selon les plans prévus. La mémoire des murs tend à disparaître. Heureusement, la veille, dans les vieilles rues de Ménilmontant, encore préservés de la pioche des démolisseurs, il m'avait été possible de voir un mur blanc, tout surchargé de peinture grise : on avait, de toute évidence, recouvert un graffiti peu apprécié,

mais l'auteur présumé de cette inscription était revenu pour jeter sur la grisaille moraliste, cette impertinence joyeuse : Ah, tu as repeint !

10 h 45. Me dirigeant vers le Forum des Halles, j'avise un placard officiel de la préfecture de police informant les baladins opérant dans ces lieux qu'à partir de 19 heures l'animation « sauvage », qui n'est qu'admise, doit être terminée. Faute de quoi les policiers verbaliseront. Dès le matin d'ailleurs, un car de couleur grise est déjà sur place. On ne sait jamais. L'avis de la PP vaut être cité : « Animation tolérée sur cette place, de 12 heures à 19 heures. Toute sonorisation ou utilisation d'instruments de musique de nature à troubler la tranquillité publique est interdite. Ordonnance du 5 juin 1959. » Cela donne envie de jouer de la trompette.

11 heures. Il y a des jours où la présence policière devient préoccupante. En descendant vers l'île de la Cité, je m'aperçois que plus je m'approche de la préfecture de police, plus la densité d'uniformes bleus est forte. Le président Giscard a-t-il décrété l'état d'urgence ?

12 heures. De nouveau dans le métro. Je reviens chez moi en empruntant encore la correspondance de Denfert-Rochereau. Dans le couloir, un petit groupe de musiciens : violoniste, flûtiste et guitariste. On resterait des heures à les écouter. Le public passe indifférent. Quelques rares pièces de monnaie dans l'étui du violon. Les voyageurs les plus pressés bousculent les mélomanes qui se sont arrêtés quelques instants pour changer de planète. Certains piétinent même le petit tapis où les musiciens ont déposé également une petite irrégulière.

12 h 45. Les travaux qui ont débuté ce matin sur les espaces verts qui jouxtent l'immeuble où je demeure, à Fontenay-aux-Roses, sont terminés. Des ouvriers ont implanté un panneau. Voyons voir de près : « Jeux interdits sur les allées, et jeux de bal-

lons prohibés sur le reste du terrain. » Au même endroit, il y avait encore, quelques jours plus tôt, un filet de basket accroché sur un mur. Cet avis ne fait que compléter le fameux « Pelouses interdites » – sauf pour les chiens, qui placidement, viennent y déposer leurs étrons. À l'école primaire, les enfants qui apprennent les mâles couplets de *La Marseillaise* : « Liberté, liberté chérie... » doivent être parfaitement déboussolés.

13 heures. Le moment de repas constitue une véritable détente. Oubliés les fâcheux avertissements et les interventions intempestives des larbins de l'ordre. Le Français moyen, parfait portrait de la majorité silencieuse, disparaît du paysage. Un peu de repos avant de repartir. Ouvrons un livre. *La Convivialité*, Ivan Illich a bien compris les raisons profondes de notre comportement : « Dans une société riche, chacun est plus ou moins consommateur-usager. De quelque manière, chacun joue son rôle dans la destruction du milieu. Le mythe transforme cette multiplicité de prédateurs en une majorité politique... »

15 heures. De nouveau en route pour Paris. Comme je suis devenu pigiste, j'ai donc du temps libre. Direction un centre d'archives où je poursuis mes recherches sur la période plus troublée de l'occupation nazie. Particulièrement sur le rôle joué par la police de Vichy.

En cette fin des années soixante-dix, il m'arrivait d'envoyer quelques chroniques pour un supplément hebdomadaire du *Monde*, quotidien qui m'avait salarié quelques années auparavant. On me les publiait, parfois. Avec le récit, ci-dessus, ce ne devait pas être le cas et « on » m'avait retourné ma prose avec ce commentaire : « Croyez-vous vraiment que nos contemporains soient identiques au portrait que vous en tracez ? » Par charité mécréante, je me garderai bien de rappeler le nom du rédacteur en chef auteur de cette remise au pas morale... M. H.

# Patagonie rebelle (Aysén)

Chili : état des lieux, état des luttes (2/3)



**Daniel Pinos**

Groupe Pierre-Besnard  
 de la Fédération anarchiste

## Le soulèvement d'Aysén

Un mouvement social, composé de différents groupes et de différentes organisations sociales de Aysén, en Patagonie chilienne, se bat aujourd'hui pour exiger une meilleure qualité de vie pour les habitants de la région. Le slogan de leur combat : « Tu lucha es mi lucha » (« Ta lutte est la mienne »).

Différentes mobilisations ont eu lieu à Aysén depuis février. Ces mobilisations sont organisées par le Mouvement social pour Aysén qui rassemble près de vingt organisations. Parmi elles, le Syndicat des pêcheurs, la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), l'Association nationale des employés fiscaux (Anef) et l'association Patagonie sans barages. Les autorités locales ont également rejoint le mouvement. Il s'agit des maires de plusieurs villages de la région, auxquels sont venues se joindre les associations de taxis collectifs, de camionneurs et de commerçants.

Aysén est une des régions les plus australes du Chili, le coût de la vie y est très élevé par rapport à d'autres régions, cela est dû principalement au peu de connexions qui existent avec le reste du pays. Plusieurs organisations régionales soulignent que les bénéfices provenant de l'exploitation des

ressources naturelles ne restent pas dans la région et que les pêcheurs possèdent de moins en moins de quotas de pêche.

Les revendications du Mouvement social pour Aysén sont les suivantes : réduction du prix du pétrole, de l'essence, de la paraffine, du gaz et du bois ; amélioration des infrastructures régionales de santé ; un salaire minimum régional et la remise à niveau des rémunérations ; création d'une université régionale à Aysén ; régionalisation de l'eau, des ressources minérales, agricoles et forestières ; renforcement des moyennes et petites entreprises de la pêche, restitution des prestations et des droits de pêche pour ceux qui la pratiquent ; réduction du coût des aliments de base et création d'une caisse de retraite pour les adultes, les personnes âgées et les handicapés ; construction de routes desservant les villages où travaillent les petits paysans.

Les premières protestations ont eu lieu le 7 février, quand un groupe de pêcheurs et des dirigeants locaux ont occupé le pont du Président Ibáñez, sur la route d'accès principale à Puerto Aysén. Un autre groupe de pêcheurs a occupé l'aéroport de Melinka. L'objectif de la manifestation était d'exiger l'augmentation des quotas de pêche. Durant

quatorze jours un groupe d'environ 300 personnes a bloqué plusieurs routes d'accès à Puerto Aysén et Puerto Chacabuco. Il y a eu des affrontements avec la police et des détentions.

Des barricades ont été levées dans diverses parties de Coyhaique, Puerto Aysén, des drapeaux noirs ont été utilisés à différents endroits. Des coupures de route ont eu lieu, un grand magasin a été pillé, l'hôtel de Diego de Almagro a été attaqué avec des pierres. À Puerto Aysén, un groupe de 500 personnes a organisé une manifestation devant le gouvernement provincial, tandis qu'à Coyhaique, Mgr Luis Infanti, l'archevêque de la région, a exprimé son soutien aux rebelles lors d'une messe à la cathédrale.

Des chauffeurs de taxi ont été blessés par des billes en acier tirées par la police à Coyhaique lors d'un blocage à la périphérie de la capitale régionale. Un groupe de vingt camions a bloqué la route australe et la connexion avec l'aéroport de Balmaceda. Plus tard, des manifestants se sont affrontés avec la police qui gardait une station d'essence. Des perturbations de l'approvisionnement d'électricité ont également eu lieu dans plusieurs secteurs de la région.

À l'aube, le 21 février, des incidents violents ont été enregistrés à Coyhaique. Le gou-



vernement régional, une banque, un supermarché et une pharmacie ont été attaqués. Il y a eu des affrontements entre manifestants et policiers à la fois à Coyhaique et Puerto Aysén, cela a provoqué l'arrestation de dix-sept personnes. L'approvisionnement en carburant est devenu rare dans la région, en particulier à Coyhaique, où la vente de l'essence a été limitée.

Le vice-ministre de l'Intérieur Rodrigo Ubilla s'est rendu dans la région le 6 février pour entamer des négociations entre les manifestants et le gouvernement. Le 20 février, Sebastian Piñera, le président, a envoyé dans la zone de conflit les ministres Jaime Mañalich (Santé) et Pedro Pablo Kuczynski (Transports et Télécommunications). Mañalich a pris plusieurs engagements sur les questions de santé pour la région d'Aysén, en se concentrant sur l'acquisition de nouveaux appareils médicaux et la construction de nouvelles infrastructures de santé.

Mais la répression est extrême. Les carabiniers ont tiré à balles réelles contre les manifestants le 21 mars. L'état de siège a été instauré dans toutes les agglomérations et toutes les routes. Internet et le téléphone ont été coupés. Les femmes et les enfants sont obligés de fuir la répression orchestrée par les forces de l'ordre.

La loi de sécurité intérieure de l'État – la loi antiterroriste mise en place par Pinochet – est aujourd'hui appliquée aux travailleurs et au peuple de la région. Vingt-deux personnes ont été emprisonnées, dont le dirigeant des pêcheurs, Honorino Angulo Mansilla.

Les gens de Aysén sont entrés dans la guerre, ce qui a mis en péril le gouvernement central et l'administration néolibérale, et nous ne parlerons pas des manifestations qui ont eu lieu dans tout le pays pour soutenir le mouvement. Il est difficile pour la population d'accepter que la principale région productrice de pétrole du Chili subisse les prix des carburants les plus élevés du pays. Les relations avec le reste du pays sont rendues difficiles en raison du mauvais état des routes, ce qui provoque l'isolement des habitants de la région, surtout pendant les longs hivers de l'extrême sud, ce qui affecte les plus pauvres mais aussi les PME qui n'ont que des ressources limitées et instables pour résister au modèle néolibéral.

Les expressions de mécontentement sont fortes, nous constatons que les différents syndicats luttent pour empêcher l'effondrement économique et social de la région. L'avenir des dockers, des employés des impôts, des transporteurs, des pêcheurs, des travailleurs en général est en jeu. Il s'agit d'une conjonction d'acteurs qui ont un but commun face à l'incapacité des gouvernements centraux et régionaux à répondre aux demandes sociales. Les communautés et les citoyens n'ont pas peur, ils ont pleinement conscience de leur pouvoir.



### Répression contre les anarchistes

À la suite de différents attentats en août 2010, des militants anarchistes arrêtés dans le cadre de l'affaire Caso Bombas crouissent dans les prisons de haute sécurité chiliennes. Le Caso Bombas est une série d'attentats à l'explosif où Mauricio Morales, un militant libertaire, est mort après avoir sauté avec la bombe qu'il posait à l'école de gendarmerie de Santiago.

Tout comme les jeunes de Tarnac en France, ces militants sont victimes de la répression policière et d'une campagne médiatique visant à faire passer des jeunes vivant dans des squats, faciles à identifier, faciles à montrer du doigt, pour des terroristes responsables de braquages et d'attentats à la bombe qui ont sévi au Chili. Et si au fil des mois, le dossier d'accusation s'est dégonflé petit à petit, tant il contenait d'hypothèses fantaisistes, ils n'en ont pas moins subi une détention arbitraire dans des conditions indignes qui ont poussé quatorze d'entre eux à faire une grève de la faim. Ils exigent leurs libérations immédiates et dénoncent le montage politique de cette affaire. Ils exigent aussi l'abrogation de la loi

antiterroriste qui réprime actuellement toute forme de contestation. Cette action collective vise à dénoncer également le fait que le 17 mars, le tribunal n'a pas voulu fixer une date d'audience, ce qui signifie qu'ils peuvent être incarcérés indéfiniment. L'embarras commence néanmoins à être palpable dans certains cercles du pouvoir chilien. En février, la commission des droits de l'Homme de la Chambre des députés leur a rendu visite à la prison de haute sécurité et a constaté que leurs conditions d'incarcération étaient proches de la torture ; au mois de mars, quarante parlementaires sociaux-démocrates se sont indignés par écrit de la tournure que prend l'instruction.

Le 24 mars, la justice bourgeoise a été contrainte de reculer en exigeant la fin de cette instruction dans les dix jours. La fixation d'une date d'audience est sans nul doute proche. L'une des revendications des grévistes de la faim est satisfaite. Mais, tant qu'ils sont incarcérés, la solidarité internationale doit continuer à s'organiser pour les soutenir et pour faire cesser les persécutions de l'appareil sécuritaire chilien.

D.P.



# L'autogouvernement de Cherán K'eri en résistance



**Guillaume Goutte**

Groupe Salvador-Segui  
 de la Fédération anarchiste

**IL Y A UN AN...** Cherán K'eri. Communauté de 17 000 habitants, située dans l'État de Michoacán, ouest du Mexique. L'épaisse forêt qui y a élu domicile il y a des millénaires est la principale ressource économique de ceux qui y vivent, les Purihépechas. Alors, quand, il y a plus d'un an, des centaines de bûcherons liés à des groupes de narcotrafiquants ont commencé à abattre massivement ses arbres, les habitants de Cherán K'eri ont vivement réagi. Et ce d'autant plus que, non content de seulement couper les troncs, les « bûcherons mafieux » incendiaient les espaces après leur passage. Cette exploitation destructrice de la forêt n'était cependant pas nouvelle, et les habitants de Cherán K'eri affirment qu'elle a commencé en 2008. Pour les bûcherons qui s'y attellent, l'objectif est simple et éminemment capitaliste : s'enrichir en vendant le bois découpé à des entrepreneurs du coin, sans se soucier ni des locaux ni de l'environnement<sup>1</sup>. Actuellement, plus de 15 000 hectares de forêt auraient été ravagés...

Quand la population de Cherán K'eri a manifesté ses premiers signes de résistance, les bûcherons, escortés par des hommes lourdement armés, leur ont signifié, par des menaces en tout genre, qu'ils avaient intérêt à se tenir tranquille s'ils ne voulaient pas qu'un malheur leur arrive. Le

7 février 2011, en exécution de ces premières menaces, Jesús Fernández Cervantes, qui s'opposait vivement au saccage de la forêt, est kidnappé. Depuis, personne ne sait où il se trouve ni s'il est encore de ce triste monde.

Mais les habitants de Cherán K'eri n'ont pas baissé les bras pour autant et, en mai 2011, plusieurs dizaines de femmes et d'enfants ont quitté la communauté pour s'en aller bloquer les routes par lesquelles, chaque jour, une fois leur sale besogne accomplie, les camions de bûcherons rejoignent la ville. Brutes confirmées, les mafieux ont immédiatement ouvert le feu sur les résistants. Un jeune homme de 24 ans est très grièvement blessé. Mais les habitants de Cherán K'eri parviennent tout de même à les faire reculer et, après quelques camions incendiés, les gorilles prennent la fuite, non sans promettre de revenir et d'exercer des représailles...

Comme souvent dans les périodes et les situations de lutte et de résistance, les gens redeviennent acteurs de leur existence, de leur vie, de leur quotidien, dont ils reprennent peu à peu la gestion en main – si toutefois le mouvement n'est pas parasité par des tribuns de toute sorte et autres avant-gardistes avides de contrôle (et de pouvoir). Même si l'on n'a pas lu les nombreux ouvrages parus sur la question de l'autono-

mie des luttes et de l'autogestion, on en vient, plus ou moins « spontanément », à s'auto-organiser, sans confier à d'autres notre avenir. Et c'est ce qui est arrivé aux habitants de Cherán K'eri qui, lassés de la passivité des autorités municipales face au pillage de la forêt et aux agressions subies, ont choisi de les congédier, en bonne et due forme. Le maire (PRD) et les flics locaux se sont ainsi retrouvés, du jour au lendemain, relevés de leur fonction par l'ensemble des habitants réunis en assemblée générale sur la place du village.

Depuis, la communauté de Cherán K'eri expérimente son autonomie : chaque dimanche, les résidents se réunissent en assemblée pour discuter, débattre et décider collectivement. Des commissions sont nommées pour travailler sur des sujets bien précis : de la santé à l'éducation en passant par la sécurité et la justice. Celle-ci, d'ailleurs, comme l'explique Jean-Pierre Petit-Gras dans l'article déjà cité, « s'appuie sur les us et coutumes, les principes du droit indigène » : gratuité, révocabilité des personnes choisies par l'assemblée pour rendre la justice, recherche de la réconciliation avant toute logique punitive sont les principaux traits de ce système « traditionnel ».

Quant aux partis politiques, les habitants n'y croient désormais plus du tout et ont décidé d'interdire leur présence au sein de la

communauté. Imelda Campos, une femme de Cherán K'eri ayant participé au soulèvement, déclarait récemment : « Je pense que nous avons passé le plus dur, la première étape était de vaincre la peur et d'obtenir la mobilisation de toutes les personnes, il y a eu une très belle unité où tous ont participé. Nous disons "Plus de partis ici", parce que les partis ont seulement divisé les gens et même des familles<sup>2</sup>. »

Aujourd'hui, plus d'un an après le début de la résistance, la situation est toujours aussi tendue et la communauté de Cherán K'eri vit en permanence avec la crainte de représailles. Samedi 18 février dernier, un groupe de vingt comuneros qui travaillaient dans la forêt dans le cadre d'un plan de prévention contre les incendies ont été violemment agressés par des « bûcherons mafieux ». Dans cette embuscade, deux comuneros ont trouvé la mort (ils s'appelaient Santiago Ceja Alonzo et David Campos Macias) et deux autres ont été grièvement blessés.

Ces deux assassinats interviennent alors que la communauté de Cherán K'eri célèbre le premier anniversaire de son soulèvement (15 avril 2011), une façon, entre autres, de réaffirmer la volonté de lutter contre la destruction de leur forêt tout en construisant et développant l'autonomie de leur communauté. Celle-ci, d'ailleurs, semble prendre racine. Voici ce qu'en dit Sofía Ramos, une étudiante de Cherán K'eri âgée de 16 ans : « Une des principales difficultés auxquelles nous sommes confrontés est la nouvelle forme de gouvernement que nous avons parce que nous ne sommes pas habitués à cela, beaucoup ne parviennent pas à comprendre que nous sommes dans un processus qui prend du temps et qui nécessite de la patience. Mais je suis convaincue qu'avec le chemin de l'autogouvernement, il pourra y avoir des changements. Ça ne se fera pas d'un jour à l'autre, ni ne sera fait d'une seule personne, mais il faudra du temps et l'implication de toute la communauté<sup>3</sup>. »

Du Chiapas au Michoacán en passant par le Guerrero, les indigènes du Mexique sont

partout victimes des logiques capitalistes qui ne se soucient guère de tout ce qui vient entraver la réalisation de profits toujours plus juteux. Mais les résistances que construisent ces parias du libéralisme sont téméraires et nous autorisent encore à espérer. Car bien plus qu'une lutte pour la terre et la culture, c'est le projet d'un nouveau monde qu'elles portent dans leur cœur. **G. G.**

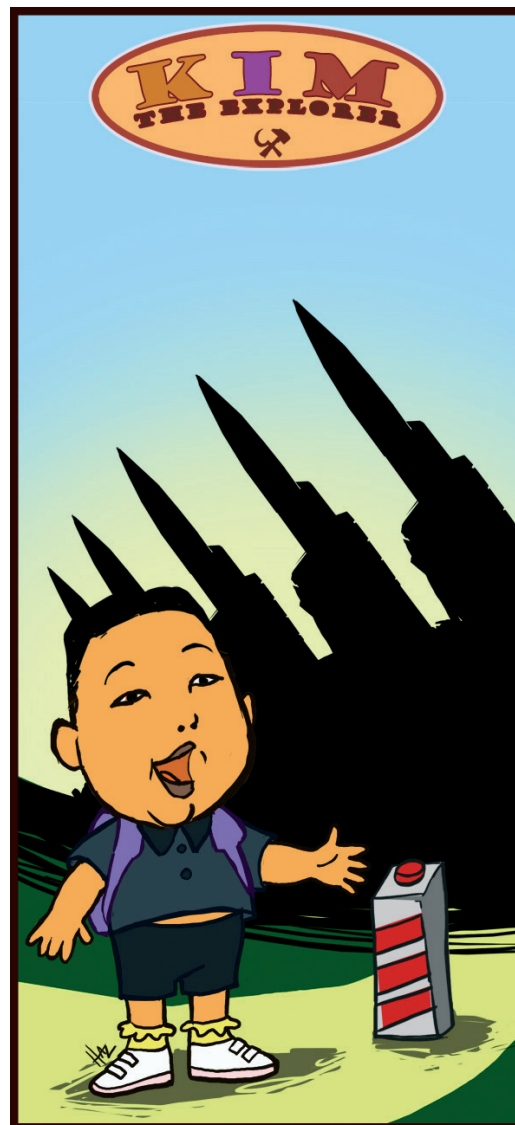
1. Voir l'excellent article de Jean-Pierre Petit-Gras publié sur Mediapart le 13 août 2011 : « Mexique : Cherán K'eri, autodéfense indigène ».

2. « Hablan las mujeres de Cherán K'eri, protagonistas de la insurrección », article publié sur Desinformémonos le 15 avril 2012.

3. Idem.

## L'actu en image

# Une **histoire** de missile...





# Sauvons Jeju !

**L'ÎLE SUD-CORÉENNE DE JEJU-DO** (175 km de long sur 75 km de large) se situe à 490 kilomètres des côtes de la République populaire de Chine (Shanghai) et à 1 000 km de la Chine nationaliste (Taïwan). Pour les Américains, dont les sous-marins nucléaires ont des missiles à têtes multiples d'une portée de plusieurs milliers de kilomètres, quel est l'intérêt de disposer là d'une nouvelle base navale ?

Le conglomérat Samsung a décroché un énorme marché de travaux publics auprès du ministère de la Défense. Depuis le 7 mars 2012, il explose la façade côtière sud de Jeju-do. Il a déjà utilisé une tonne de dynamite (sur 43 tonnes prévues) afin de creuser une rade artificielle dans la roche volcanique.

Par référendum, les 532 000 habitants de l'île se sont prononcés à 94 % contre cet équipement de guerre, qui les place en première ligne en cas de conflit. Depuis l'annonce en 2007 de ces grands travaux inutiles, toutes les voies de recours démocratiques ont été épuisées.

Sur la demande des maires de la province, le gouverneur Woo Keun-min a demandé l'interruption des travaux, sans succès. Précision : le parti hyperpatriote de l'actuel président de la République de Corée du Sud, M. Lee Myungbak, a misé sa réélection en ce mois d'avril sur ce projet corrompue et illégal. En effet, l'implantation de ce site militaire se fait en pleine zone triplement protégée du patrimoine mondial de l'Unesco (pour sa faune, sa flore et ses minéraux).

De plus, Jeju-do est un véritable coin de paradis subtropical (aromathérapie au camphre et à la cannelle), symboliquement inondé d'ours en peluche, car les jeunes mariés coréens y passent leur lune de miel. Outre un surprenant musée d'art africain de pur style architectural dogon (copie de la grande mosquée de Djenné, au Mali, le plus grand édifice du monde en terre crue), s'y trouve Yeomini, l'un des plus merveilleux jardins botaniques de la planète (sur 2,8 ha, avec une serre de 38 m de haut). L'île accueille plus de deux millions de touristes par an, ainsi que de très nombreux congrès : 15 000 spécialistes internationaux de l'environnement y seraient attendus en septembre 2012, pour intervenir à propos de la «sauvegarde de la Terre». Or, cela risque d'être annulé, car des consignes de boycott commencent à circuler pour protester contre le projet insensé de ce port militaire.

Avant-garde de la péninsule coréenne, Jeju-do connaît une sismicité importante. Elle a été truffée de Harubang (statues en pierre de lave représentant les ancêtres protecteurs, bien plus sympathiques que celles de l'île de Pâques), judicieusement placés par les cha-



mans pour empêcher que la terre ne s'effondre dans la mer. Comme par hasard, les rochers sacrés de Gureombi, où les villageois trouvaient leurs lieux de repos et de recueillement, parmi un ensemble unique de sources et de grottes basaltiques, ont été choisis par l'amirauté américaine pour aménager cette base, contre une proposition de 7,8 milliards de wons faite à Gangjeong (village vieux de 400 ans, dont les habitants ont refusé l'indemnisation et sont expulsés de leurs terres).

En 1905, Jeju-do avait été annexée par le Japon. En 1948, à peine libérés de la tutelle nipponne, ses habitants boycottent les élections imposées par Séoul, qui amènent au pouvoir pendant douze ans l'autoritaire Syngman Rhee : plus de 30 000 civils furent massacrés (en particulier par des milices de rapatriés nord-coréens) et des milliers d'autres emprisonnés dans des camps sur le continent sous le faux prétexte de communisme. Le mouvement Sasam (pour la réconciliation) a obtenu la création d'un parc de la paix en 2008. Le gouvernement coréen a confirmé pour Jeju-do le label «Île de la paix dans le monde».

Aujourd'hui, la Corée du Sud reste occupée par 28 500 soldats américains et connaît de ce fait de nombreux viols et crimes. Le projet de base navale ajouterait plus de 20 000 militaires à Gangjeong – ce qui paraît totalement hors de proportion pour les villageois.

L'Internationale des résistants à la guerre (IRG) appelle à sauver Jeju (voir *Union pacifiste* n° 498, avril 2012). Plus de 150 associations soutiennent déjà la lutte pour démilitariser Gangjeong. Des personnalités internationales se sont engagées (Noam Chomsky, Robert Redford, etc.).

Angie Zelter, fondatrice de Trident Ploughshares (célèbre mouvement d'acti-

vistes contre les sous-marins nucléaires au Royaume-Uni) et citée pour le prochain prix Nobel de la paix, a été expulsée de Corée à la suite de sa participation à des actions non violentes sur les rochers de Gureombi.

Actuellement, 800 objecteurs de conscience sont emprisonnés en Corée. Ils sont rejoints par ces «nouveaux paysans du Larzac» que deviennent les villageois de Gangjeong, qui bloquent chaque jour les camions de béton et les transports d'explosifs.

Un universitaire coréen, Yang Yoon-mo, incarcéré depuis janvier 2012, a entamé une grève de la faim en proclamant : «Si Guroombi vit, je vis ; si Guroombi meurt, je meurs. Ne pleurez pas pour moi, pleurez pour les générations futures qui ne pourront pas être en mesure de connaître la beauté de Gureombi.»

Le jésuite Bartholomew Mun Jung-hyun a été condamné à huit mois de prison avec sursis pour obstruction persistante aux policiers : il a fait appel pour être mis en détention. Huit prêtres se sont même vu infliger des amendes de 100 000 wons (83 dollars) pour toutes sortes de «délits mineurs» contre cette base.

Considérablement renforcées, les forces de police arrêtent à tour de bras les pacifistes locaux (dont Jungmin, déléguée de la section coréenne à l'IRG), pour les libérer le plus souvent après 48 heures, faute de places disponibles en prison.

**René Burget**

*Délégué de la section française à l'IRG*

**À Paris, un rassemblement se tient le dimanche 6 mai, à 15 heures, sur le parvis des Droits-de-l'homme au Trocadéro : merci de devenir un ambassadeur de la paix et de nous aider à sauver Jeju-do !**



# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## Imposture d'une plaque à côté de la plaque

Tout a commencé à Cahors<sup>1</sup> le 10 septembre 2011 par l'initiative, louable pourquoi pas, de la mairie de ladite ville, de rendre hommage aux Espagnols qui ont réussi à fuir l'Espagne républicaine «reconquise» par le caudillo Franco – car il était bien question d'une croisade – et ont rejoint la résistance française à l'occupation allemande. Ils ne sont pas rancuniers, ils offrent leur expérience de combattants aux démocraties qui les ont abandonnés au moment le plus sensible de la guerre contre le fascisme. Ils ont considéré que, face à l'immonde projet nazi, il fallait reprendre les armes malgré tout. Cela valait bien une plaque. «Place des républicains espagnols».

Mais voilà. Une seconde plaque, sous la précédente, apparut par la même occasion. «En hommage aux guérilleros espagnols-FFI et autres combattants de la liberté morts pour la France». Un enfant des «autres combattants» avait fait le voyage, puisque cette région est celle de son enfance de fils de l'exil libertaire. À la différence de la plupart des présents, il sait que l'appellation «guérilleros espagnols» a été forgée par le PCE en mai 1944, qu'elle dissimule un épisode d'un cynisme et d'une brutalité inouïs, dans la continuité de la politique communiste pendant la guerre et la révolution espagnoles. À la Libération, comme en Espagne auparavant, les staliniens (il ne faut pas oublier que la patrie du socialisme est alors incarnée par le «petit père des peuples», Staline, et que ses affidés sont distribués sur tous les fronts) du PCE-Psuc se livrent à leur habituelle sale guerre politique et propagandiste contre les autres forces du front républicain, pour apparaître comme la composante principale autour de laquelle s'est organisée la résistance au franquisme et la lutte contre l'occupant allemand. Le mensonge historique refaisait surface.

On ne va pas revenir ici sur l'épisode critique des «journées de mai 1937» à Barcelone surtout; on connaît l'ampleur des disparitions, des liquidations de militants anarchistes, poumistes et socialistes, l'ignoble bassesse des mensonges, des calomnies, du



mépris qui les ont accompagnés. Mais que sait-on des disparitions, des liquidations qui se sont produites dans le milieu de l'exil espagnol en France, à la Libération, entre 1944 et 1945 et dont il a été établi qu'elles furent de la responsabilité des «guérilleros» espagnols, qui avaient «trouvé le moment favorable pour se défaire de tous les éléments qui ne semblaient pas assez sûrs [opposés résolument à la politique des partis et organisations communistes]<sup>2</sup>».

Ainsi, derrière cette plaque, si l'on peut dire, se dissimulent la réaffirmation d'une contre-vérité historique, l'impasse sur une cynique brutalité organisée au nom d'une volonté hégémonique dictée par les objectifs du stalinisme. Mais ce qu'elle dévoile aussi, c'est que les héritiers, si rares soient-ils, n'ont rien perdu de leurs funestes habitudes. Une plaque, n'est-elle pas un excellent moyen de façonner la «mémoire», surtout à une époque où le «devoir de mémoire» est devenu une sorte de consigne généralisée? Avec son cortège d'omissions, de falsifications, de confusion?

Le collectif «Les autres» s'est saisi de cette «imposture» et la met à nue. Il a rassemblé et analysé de nombreux documents, ouvrages ou études<sup>3</sup> qui traitent de cette période: la création de la Une (Union nationale espagnole) en 1942, sous contrôle strict des communistes et qui prétend intégrer tous les combattants anti-

fascistes, de gré ou de force, la conjoncture politique française à la Libération et ses conséquences dans le jeu politique de l'exil, qui permet un temps au PCF, et donc au PCE sous totale influence, de mener une politique brutale d'intimidation et d'élimination, les méandres de cette même politique et son échec que manifeste l'isolement grandissant de ce parti au sein de l'exil, sans oublier le «démontage» de cette dramatique mise en scène qu'a constitué l'expédition du Val d'Aran (octobre 1944), échec militaire mais réussite de la «propagande héroïque»; et, au-delà de la manœuvre politique, les multiples assassinats souvent camouflés, les disparitions perpétrées par ces «guérilleros» de la Une dès juillet 1944 jusqu'au moins au début de 1945, dans le Midi, les réactions fermes des autres courants dont le MLE (Mouvement libertaire espagnol), majoritaire.

Cette «histoire d'imposture» contient aussi plusieurs témoignages «des réfugiés espagnols dans la Résistance et dans leur vie quotidienne en France» ainsi que la liste et les commentaires des signataires d'une pétition lancée par les auteurs pour dénoncer cette usurpation historique. Deux ensembles de documents d'un très vif intérêt humain. Bref, cet ouvrage est bien à mettre dans toutes les mains dès lors qu'on veut comprendre la production et le fonctionnement du mensonge historique et mémoriel, ici par le stalinisme, du recours à l'assassinat comme un des moyens d'imposer ce mensonge, mais aussi de mesurer combien il en coûte de tenter de rétablir la vérité.

Silfax

1. Une histoire d'imposture. Les habits neufs du stalinisme, Collectif «Les autres», RedHic éd., 2012.

2. Jordi Arquer, membre du Poum, cité dans l'ouvrage.

3. Il faut souligner le riche et scrupuleux travail de l'historien David Wingeate Pike, largement cité, et son ouvrage, *Jours de gloire jours de honte. Le Parti communiste d'Espagne en France depuis son arrivée en 1939 jusqu'à son départ en 1950*, CDU-Sedes, 1984.



# Artémisia Gentileschi, baroque et libre



Cléopâtre par Artémisia Gentileschi

## Yolaine Guignat

Groupe Pierre-Besnard  
de la Fédération anarchiste

**AU DÉBUT DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE**, Rome retrouve sa puissance et son éclat après des siècles de décadence.

L'église catholique et romaine assigne les artistes à la glorifier. Il faut combattre, par les images aussi, la réforme protestante prônée par Luther et Calvin. Ce combat de «communication», comme on dirait aujourd'hui, trouvera son style et ce sera le baroque.

En quelques années, dans la ville dite «éternelle», vont se côtoyer dans le même quartier, excusez du peu: les frères Carrache, Le Caravage, Le Dominiquin, Le Guerchin, Le Bernin, Rubens, Velasquez, les Français Simon Vouet, Nicolas Poussin, Claude Gellée dit Le Lorrain... Et les Gentileschi, père et fille...

La concurrence est rude. Les peintres se déchirent au rythme des victoires et des

défaites de leurs puissants mécènes et protecteurs: papes, princes, prélats, riches collectionneurs...

Le quartier des peintres à Rome, dans les années 1620-1650 reste l'un des coupe-gorges les plus redoutés d'Europe. On s'y égorge sans vergogne pour une prestigieuse commande... Lettres anonymes, menaces, tout est bon pour éliminer de son chemin un confrère talentueux. Et Alexandra Lapierre indique que, parfois, tel ou tel échafaudage construit pour le décor d'un édifice, s'écroule mystérieusement...

C'est là que naît, le 8 juillet 1593, Artemisia, fille aînée d'Orazio Gentileschi, son peintre de père, qui vit dans le quartier depuis trente ans. Originaire de Pise, il a été le compagnon de peinture et de beuverie du Caravage: de lui, il apprend la technique du clair-obscur, ce cadrage en gros plan et à mi-

corps qui confère tellement de présence aux personnages caravagesques et cette vibration incomparable...

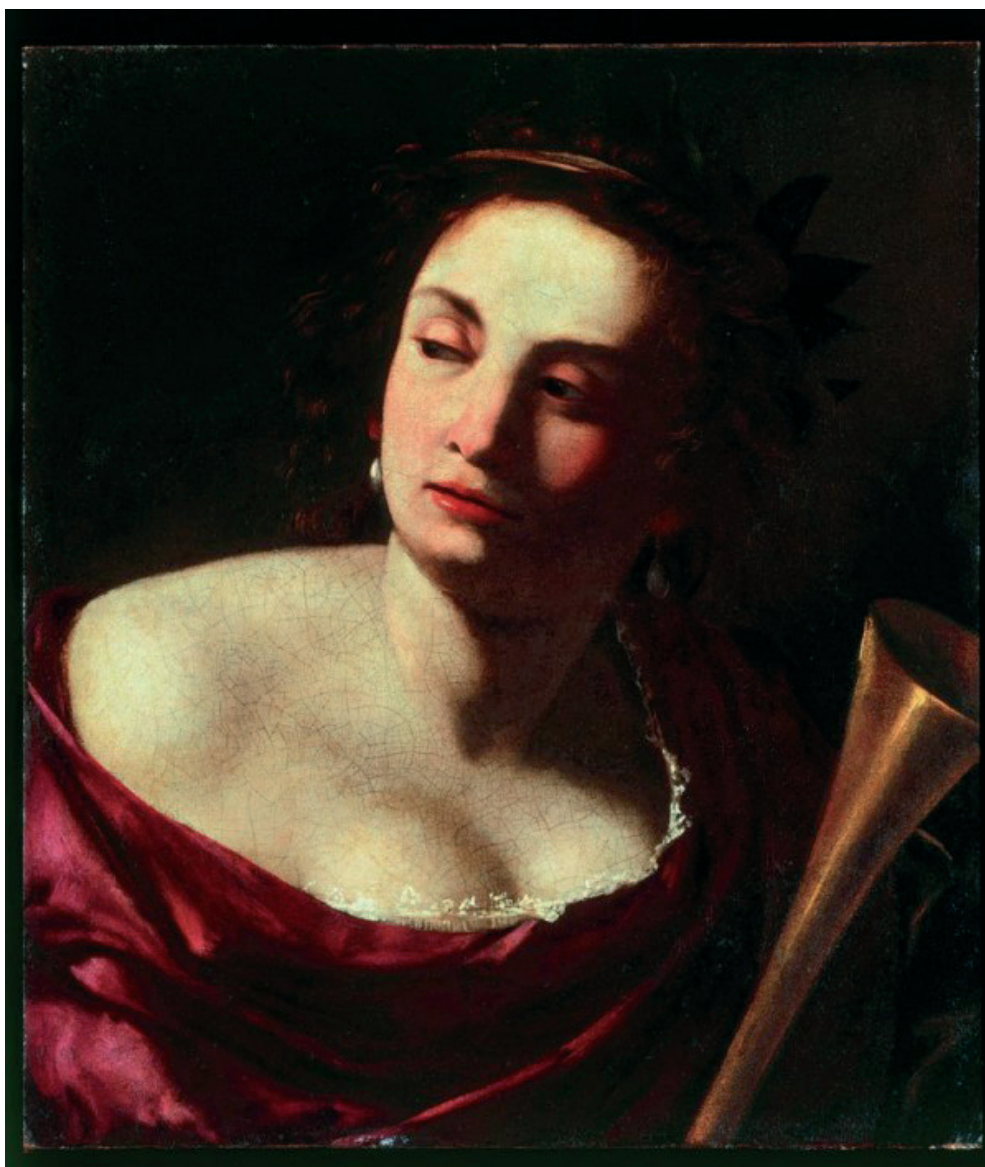
Dans sa correspondance, Artémisia écrira : « Je viens d'un monde où le poignard, le poison et le pinceau se rencontrent dans les mêmes mains. »

Sa mère meurt quand elle a 10 ans et Gentileschi élève seul sa fille et ses trois garçons. Tous les quatre travaillent dans son atelier mais Orazio constate très vite les dons exceptionnels de sa fille et lui confie ses commandes les plus pressées pour qu'elle les termine. Son père la maintient enfermée là pendant toute son adolescence. Artemisia peint mais assure aussi les tâches ménagères et la surveillance de ses jeunes frères... Et pourtant, malgré cette claustration, un autre peintre, Agostino Tassi qui travaille à l'époque sur le même chantier que son père, parvient à approcher la jeune fille et la viole le 6 mai 1611, à la veille de ses 18 ans. Pendant neuf mois, Orazio reste passif. Tassi a promis d'épouser Artemisia et la convainc de poursuivre la relation... Il est un peintre reconnu et a formé entre autres Le Lorrain... Et puis, en mars-avril 1612, pour des raisons morales mais aussi par intérêt, le père Gentileschi dénonce Tassi au pape. Le scandale éclate publiquement et directement sur Artemisia qui sera soumise à une torture consistant à broyer les phalanges de ses doigts de peintre. Pourtant, elle maintient ses accusations et Tassi sera condamné à cinq ans d'exil... Qu'il n'accomplira jamais.

Très vite, comme on fuit un cauchemar, Artemisia se marie avec un autre peintre, florentin, Pierantonio Stiattesi. Le couple part s'installer à Florence. Quatre enfants naissent, deux filles et deux garçons dans les sept premières années de ce mariage, ce qui n'empêche pas Artemisia de peindre, et de peindre encore... Elle dépend de son mari pour tout : ne peut acheter ni châssis, ni pinceaux, ni couleurs sans son consentement. Mais Stiattesi a compris toute la valeur « marchande » du talent de sa femme. C'est d'ailleurs lui qui signe en son nom tous ses contrats et qui reçoit l'argent des tableaux qu'elle peint... Car Artemisia reçoit des commandes de plus en plus prestigieuses et sa réputation va bientôt dépasser les frontières.

Forte de cette renommée grandissante, en juillet 1616, fait rarissime pour une femme, Artemisia s'inscrit à l'académie del Disegno de Florence. Elle a 23 ans. Elle est la première femme académicienne de toute l'histoire de la peinture italienne. Désormais, elle peut ouvrir un atelier en son propre nom, détenir un passeport, voyager seule. La peinture l'a libérée.

Les figures féminines sont omniprésentes dans son œuvre et ce n'est sans doute pas un hasard si les héroïnes de la Bible ou de l'Antiquité choisies par Artemisia sont les plus rebelles : de Suzanne qui repousse les vieillards concupiscent, à Cléopâtre qui



Allégorie de la Renommée par Artemisia Gentileschi

préfère la morsure fatale du serpent plutôt que la soumission, en passant par Judith qui délivre les habitants de Béthulie assiégée par Holopherne. Toutes ces femmes racontent sa propre histoire : celle d'une confrontation violente et directe avec le pouvoir masculin dominant.

Artemisia reçut de son père la leçon du Caravage mais ses personnages sont encore plus monumentaux. La sensualité splendide de ses portraits démontre une maîtrise remarquable dans le rendu des textures, des volumes, du grain de peau... Dans des tableaux comme Cléopâtre ou *Allégorie de la Renommée*, les attributs traditionnels de ces figures (serpent, trompette) sont accessoirisés au profit de l'expression psychologique : ces femmes, présentées en gros plan, nous sont si présentes que nous avons le sentiment qu'elles vivent là encore aujourd'hui, dans tous les non-dits de notre histoire collective.

Après l'épreuve du viol et de son procès d'où elle a réchappé, certainement grâce à son désir immense de continuer à faire ce qui lui est indispensable pour vivre, c'est-à-dire peindre, Artemisia ne recule devant rien : elle ose se prendre pour modèle dans

ses tableaux de nu et s'essaye à tous les genres, mais surtout au plus prestigieux : celui de la peinture d'histoire et des grands formats, thème et support qu'aucune femme peintre avant elle et n'a osé aborder. Le défi d'Artemisia réside avant tout ici : sur le terrain même d'un genre pictural que l'on pensait réservé aux seuls hommes. Aux années florentines où elle acquiert sa liberté d'artiste et le respect des collectionneurs, succédera un bref retour à Rome, puis Artemisia ira à Venise avant d'ouvrir à Naples un atelier qui deviendra l'un des plus productifs d'Italie. C'est dans cette ville que cette femme peintre meurt en 1654, mais on n'a pas retrouvé sa pierre tombale.

Le musée Maillol propose jusqu'au 15 juillet 2012 une des premières rétrospectives consacrées à cette peintre du XVII<sup>e</sup> siècle, l'une des plus grandes représentantes du baroque en peinture. Comme Camille Claudel et comme bien d'autres, sa redécouverte doit beaucoup à la prise de conscience par les femmes de leur histoire. Grâce à elles, Artemisia Gentileschi, baroque et libre, nous revient par delà le silence et le temps, avec ses tableaux, sa force et son combat.

Y. G.





# Derrière les livres, l'anarchie !

LES ANARCHISTES ont toujours beaucoup produit de livres, la culture de l'écrit ayant une place centrale dans ce mouvement qui met l'éducation au cœur du processus de transformation sociale. Et ce n'est pas pour rien si, chaque semaine, *Le Monde libertaire* se fait l'écho d'une ou plusieurs parutions éditoriales. Ce coup-ci, c'est notre camarade André Bernard, du cercle Jean-Barrué de la Fédération anarchiste (Gironde), qui est à l'honneur. Après *Être anarchiste oblige!*, paru en 2010, il revient aux éditions de l'Atelier de création libertaire (ACL) avec ses *Chroniques de la désobéissance*.

Recueil des chroniques littéraires qu'il déclame sur les ondes d'une radio locale et d'articles publiés «ça et là» dans la presse libertaire, André Bernard se propose, en les compilant ainsi, de traiter de «révolte sociale, d'anarchisme, de désobéissance civile, de non-violence active», et ce non sans quelques «écarts vers l'expression poétique». Si, au premier abord, cela pourrait sembler un peu «disparate», on se rend vite compte, à la lecture, que l'ouvrage forme en réalité un tout cohérent. D'autant que, ainsi compilées, ces chroniques prennent tout leur sens, reliées entre elles par un même fil conducteur politique. Car, bien plus que de simples critiques bibliographiques pertinentes, l'ouvrage nous invite à la rencontre d'un homme – son auteur –, et plus particulièrement de sa pensée et de sa pratique politiques. Cette pensée, c'est bien sûr celle de la transformation sociale, de la lutte contre le capitalisme et l'État, contre l'exploitation et la domination, et pour l'avènement d'une société nouvelle, libre et épanouie. Quant à la pratique, si elle n'est pas forcément clairement exposée, elle reste néanmoins enracinée dans un principe qui, pour l'auteur, est essentiel, voire primordial : celui de la non-violence. Pour André, et c'est ce qui semble déterminer ses choix en matière d'outils et de méthode, «la violence n'est pas révolutionnaire en soi» et «elle peut même être contre-révolutionnaire». Mais cette non-violence est une non-violence politique, anarchiste, et non un alibi pour se réfugier dans le légalisme absolu et l'immobilisme ravageur qui sont le lot de certains de ses soi-disant défenseurs. On sera d'accord ou pas avec cette

conception de l'anarchisme et de la transformation sociale, mais, quoi qu'il en soit, on ne pourra reprocher à André de ne pas être cohérent : la non-violence – et les formes qu'elle peut éventuellement adopter (voir les pratiques de désobéissance civile mentionnées dans l'ouvrage) – habitent chaque page de ce livre.

Portrait d'une pensée politique, ces *Chroniques de la désobéissance* constituent aussi, de par leur nature, une riche bibliographie critique pour celui qui, militant ou non, cherche à s'éduquer, à s'instruire à travers des thèmes généralement délaissés par la culture dominante, bourgeoise et marchande. À l'avenir, ce livre se révélera donc sans doute bien utile, lorsqu'il s'agira de répondre aux demandes de personnes souhaitant en apprendre davantage, via des bouquins, sur l'anarchisme et, plus généralement, sur le mouvement social.

**Guillaume Goutte**

Groupes Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

**CONFÉDERATION NATIONALE DU TRAVAIL**  
INFORMATION, FORMATION ET DÉBATS

**SAMEDI 14 AVRIL A 16H**

Débat avec **BERNARD FRIOT**  
autour de son nouveau livre  
*L'enjeu du salaire*

« L'enjeu du salaire, c'est la disparition du marché du travail, et donc du chantage à l'emploi, ainsi que la suppression du crédit lucratif, et donc du chantage à la dette. »

**MERCREDI 18 AVRIL A 19H**

Débat avec **ALAIN BIHR**  
« Une crise structurelle du capitalisme ? »

« Au fur et à mesure où, semaine après semaine, quasi quotidiennement, la crise générale du capitalisme contemporain nous apporte son lot de nouvelles plus calamiteuses les unes que les autres, c'est la véritable nature de cette crise qui se révèle. »

33 RUE DES VIGNOLES,  
75020 PARIS  
M° AVRON/BUZENVAL

**SALAIRES, CHÔMAGE, DETTE, PRÉCARITÉ :  
LE CAPITALISME ET SES CRISES EN QUESTION**

**1<sup>er</sup> MAI**  
MARNÉ LA VALLÉE 2012

*"Nous ne paierons pas leur crise"*

**11H MANIF**  
AU RER NOISY CHAMPS (coté Champy)



André Bernard, *Chroniques de la désobéissance et autres textes*, Atelier de création libertaire, 280 pages, 16 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

# Patrick est parti et il nous manquera



**NOTRE COMPAGNON ET AMI** Patrick Gauthier, 60 ans, queue de cheval et sonotone, nous a quittés le 30 mars à 7 heures du matin.

Il a bien pris le train ce matin-là, mais de plein fouet et sur les voies.

On entend encore son discours de passion, de convictions, anarchiste ou libertaire selon, intransigeant avec les abuseurs, entier dans ses exigences inépuisables,

Renseigné comme le patron de l'AFP et rediffusant les informations et messages dans toutes les contrées, comme un troubadour des enfants au paradis.

Il a travaillé dans l'éducation puis, après d'autres essais dans le monde du travail, il s'est libéré rapidement de l'exploitation salariale.

Il fut de toutes les manifestations (pléonasme libertaire) organisées en région parisienne, pour la défense de tous et toutes, des sans-papiers, des sans-logements, luttant pour la reconnaissance des transsexuels, pour la défense des travailleurs avec la CNT, la Fédération anarchiste et tous les autres, amis et amies.

Patrick ta compagnie va nous manquer !

**Groupe d'Evry-Corbeil  
de la Fédération anarchiste**



# GRILLE DES PROGRAMMES

MISE À JOUR LE 16/10/11

Périodicité des émissions :

- 1 bimensuelle
- 2 mensuelle
- 3 autre

Sans indication : hebdomadaire

## DIMANCHE

08h00 / **Goloss Truda, la voix du travail** : émission franco-russe anarchistes de dans

11h00 / **Jour de lessive anticlérical** : animée par les Libres Penseurs de l'ADLPP

12h00 / **Folk à lier** : le magazine des musiques traditionnelles

14h00 / en alternance

1 **Tempête sur les planches** : actualité du théâtre et de la danse

2 **Symbiose** : le mode de libre sous tous ses aspects :

informatique, artistique...

2 **Cris et murmures** : la radio sort des murs pour monter sur les scènes slam

15h30 / en alternance

2 **Chants, contrechamps** : cinéma d'auteur(s) et chansons à texte(s)

2 **L'heure Stratocaster** : relecture et découverte du rock par des ados

2 **Des mots, une voix** : des mots, des auteurs

2 **Le plume noire** : nos nouveautés éditoriales anarchistes

17h00 / **Le mélange** : musique et actualité du spectacle

18h30 / en alternance

1 **Echos et frémissements d'Irlande** : émission de l'association irlandaise

1 **Il y a de la fumée dans le poste** : émission du CIR

20h30 / en alternance

1 **Détruire l'ennui** : anarcho punk et diy (dot it yourself)

2 **Les désaxés** : ciné en zone libre (1<sup>er</sup> dimanche)

2 **Radio LAP** : l'émission du LAP (3<sup>e</sup> dimanche / direct)

22h30 / en alternance

1 **Rudie's back in town** : les rudes boys et les rudes girls sont de retour en ville

1 **Seppuku** : musiques

00h00 / **Restons éveillés !!**

## LUNDI

09h00 / **Les enfants de Cayenne** : avec des morceaux de vrais anarchistes de dans

11h00 / **Lundi matin** : infos et revue de presse

14h30 / **Ondes de choc** : magazine culturel, poésie, chansons et littérature

16h00 / en alternance

3 **Trous Noirs** : luttes sociales (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup>, 4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> lundis)

2 **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (3<sup>e</sup> lundi)

18h00 / en alternance

2 **Les mangeux d'erre** : écolo-libertaire (1<sup>er</sup> lundi)

2 **Focus / 18h30** : émission débat avec deux invités sur un sujet actuel et un invité musical pour un live en fin d'émission (2<sup>e</sup> lundi)

2 **La santé dans tous ses états** : l'actualité du milieu de la santé (3<sup>e</sup> lundi du mois)

2 **Le Vivre Ensemble** : végétarisme et cause animale (4<sup>e</sup> lundi du mois)

19h30 / **Le monde merveilleux du travail** : des syndicats de la CNT

21h00 / **Ça urge au bout de la scène** : actualité de la chanson

22h30 / **De la pente du carmel, la vue est magnifique** : comme son nom l'indique

## MARDI

08h00 / **Le parisien libertaire** : actualité parisienne

10h00 / **Court-Circuit** : scènes philosophiques

11h00 / **Artracaille** : débat de la condition de l'artiste dans la cité

12h30 / **Wreck this mess** : cocktail de musiques radicales

14h30 / **L'idée anarchiste** : textes historiques ou actuels sur l'anarchisme

16h00 / en alternance

1 **Les amis d'Orwell** : émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus

1 **Un peu d'air frais** : écologie au quotidien

17h00 / **Des oreilles avec des trous (dedans)** : des fusions molles pour tous les tous

18h00 / en alternance

1 **Idéaux et débats** : émission littéraire

1 **Pas de quartiers....** : ça se passe près de chez vous

19h30 / **Paroles d'associations** : magazine de la vie associative et culturelle

20h30 / en alternance

3 **Radio libertaria** : émission de la CNT (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> mardis)

2 **Emission spéciale** : sur un sujet d'actualité, antenne ouverte aux auditeurs (3<sup>e</sup> mardi)

22h30 / **Ça booste sous les pavés** : musique, reportages, actu

00h30 / **For a few sixties more** : musique populaire des années 60

## MERCREDI

09h00 / **L'entomoir** : antipsychiatrie

10h30 / **Blues en liberté** : émission musicale blues

12h30 / **Sans toit ni loi** : émission sur les mal-logés et la précarité

14h00 / **Le manège** : littérature, cinéma

16h00 / **Léo 38** : reggae et autres

17h00 / en alternance

2 **Radio LAP** : l'émission du LAP (2<sup>e</sup> mercredi / enregistrée)

3 **Wesh t'as vu ?** : Micro-trottoirs (4<sup>es</sup> et 5<sup>es</sup> mercredis)

18h30 / **Femmes libres** : femmes qui luttent, femmes qui témoignent de France

19h30 / en alternance

3 **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> jeudis)

3 **Body freaks** : la radio trans, actu et débats trans (3<sup>e</sup> jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

## JEUDI

10h00 / **Chronique hebdo** : analyse libertaire de l'actualité

12h00 / **De rimes et de notes** : actualité du spectacle et de la chanson

14h00 / **Radio Cartable** : la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine

15h00 / **Bibliomanie** : autour des livres

16h30 / **Petites annonces d'entraide**

18h00 / **Si vis pacem** : émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France

19h30 / en alternance

3 **Cinéma en free style** : cinéma alternatif d'hier et d'aujourd'hui (1<sup>er</sup>, 2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> jeudis)

3 **Body freaks** : la radio trans, actu et débats trans (3<sup>e</sup> jeudi)

20h30 / **Entre chiens et loups** : art, anarchie

22h00 / **Epsilonia** : musiques expérimentales et expérimentations sonores

## VENDREDI

08h00 / **Zulu for ever** : rap français des années 90

09h30 / **A las barricadas !** : Chroniques de la révolution espagnole

11h00 / **Zones d'attraction** : philosophie witz et performance

13h00 / **Place aux fous** : musiques, disciplines de l'indiscipline

14h30 / **Les oreilles libres** : musiques engagées

16h00 / en alternance

2 **Do you hack me ?** : les bidouilleurs du réel (4<sup>e</sup> vendredi)

1 **Sortir du colonialisme** : décolonisation (1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> vendredis)

17h30 / en alternance

3 **Radio esperanto** : émission de l'association Sat-Amikaro

2 **Radio ZAM** : spécial esperanto jeunes

19h00 / **L'invité du vendredi** : c'est-à-dire en alternance :

2 **Des droits et des hommes** : émission de la Ligue des Droits de l'Homme

2 **L'antenne sociale** : autour des acteurs du social

2 **Raison présente** : émission de l'Union Rationaliste de France

2 **Trait d'union** : le mouvement des idées

21h00 / en alternance

1 **Offensive...** libertaire et sociale

1 **La grenouille noire** : anarchisme et écologie

22h30 / en alternance

1 **Muzar** : autour de l'art contemporain

1 **Bol d'art...** : tu traces

00h00 / **Les nuits musicales** : en alternance :

3 **Nuit Léo 38** (2<sup>es</sup> et 4<sup>es</sup> vendredis)

2 **Sure Shots** (1<sup>er</sup> vendredi)

2 **SoundRadio** (3<sup>e</sup> vendredi)

## SAMEDI

08h00 / **Réveil hip-hop** : hip-hop

10h00 / **La philantropie de l'ouvrier charpentier** : comme son nom ne l'indique pas

11h30 / **Chronique syndicale** : luttes et actualités sociales

13h30 / **Chroniques rebelles** : débats, dossiers et rencontres

15h30 / **Deux sous de scène** : le magazine de la chanson vivante

17h00 / en alternance

3 **Bulles noires** : BD et polar

2 **Bulles de rêve** : cinéma d'animation

19h00 / en alternance

1 **Tribuna latino-americana** : actualité politique de l'Amérique latine (1<sup>er</sup> et 3<sup>es</sup> samedis)

2 **Longtemps, je me suis couché de bonne heure** : magazine des livres, de la musique et du cinéma (2<sup>e</sup> samedi)

2 **Contre-bandes** : Cinéma (4<sup>e</sup> samedi)

21h00 / **Les nuits libertaires** : c'est-à-dire en alternance :

1 **Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée** : chronique artistique, musique classique et contemporaine

1 **Tormentor** : musiques alternatives

23h00 / en alternance

1 **Nuits off** : topologies sonores, rock et chroniques

1 **Hôtel paradoxo** : pratique de la poésie sonore et de la performance

# RADIO LIBERTAIRE

En Ile-de-France : **89.4 MHz**

Et sur Internet, depuis

<http://r.l.federation-anarchiste.org>

145 rue Amelot - 75011 PARIS

Tél. : 01.48.05.34.08

Tél.studio 01 43 71 89 40

# Salon du livre libertaire

**Vendredi 11 mai**  
de 14 heures à 21 heures  
**Samedi 12 mai**  
de 10 heures à 20 heures  
**Dimanche 13 mai**  
de 10 heures à 16 heures

Salon du livre libertaire organisé par la Librairie du Monde libertaire et Radio libertaire. On pourra y rencontrer une centaine d'éditeurs et autant d'auteurs. Au programme également: des débats, des expositions, des lectures, des animations et un pays invité: la Suisse.

Adresse: Espace d'animations des Blancs Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple. L'entrée est à prix libre.

Renseignements:

Salon du livre libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Tél.: 01 48 05 34 08.

Courriel: [livrelibertaire2012@sfr.fr](mailto:livrelibertaire2012@sfr.fr).

Sur internet:

<http://salonlivrelibertaire.cybertaria.org>

## Jeudi 26 avril

### St Jean en Royans (26)

20h30. Le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée théâtre autour de la pièce *Témoignage d'un professeur de théâtre en prison* par la compagnie l'étreinte (Toulon). Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Entrée à prix libre.

## Samedi 28 avril

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre-débat avec François Roux auteur du livre *Auriez-vous crié Heil Hitler? Soumission et résistance au nazisme* (Max Milo  ditions). Si une crise profonde et durable ébranlait nos démocraties saurions-nous résister à la tentation fasciste

## Mardi 1<sup>er</sup> mai

### Chambéry (73)

12 heures. Repas à prix libre, bio et végétarien avec La Marmite. Table de presse libertaire. Préparation autogérée du repas à partir de 9 heures. Haut du parc de Buisson-Rond. Contact: [www.73.lautre.net](http://www.73.lautre.net)

## Mercredi 2 mai

### Rennes (35)

18 heures. Meeting de rue organisé par la Fédération anarchiste: « Le fait d' lire librement ses maîtres ne supprime ni les maîtres ni les esclaves! » L'abstention sans projet émancipateur ne mène pas loin. Les anarchistes t cheront avec tous ceux qui en sont d'accord de reconquérir les droits perdus et en arracher de nouveaux par la lutte dans les entreprises et les quartiers mais aussi par les expériences alternatives (coopératives, squats...), en élaborant collectivement les mandats impératifs avec des mandats révocables en lieu et place de promesses électorales et d'élus incontrôlables. Place de la République.

## Jeudi 3 mai

### Paris I<sup>er</sup>

18h30.   l'occasion de la sortie du n  22 de la revue *Cultures & Sociétés, Sciences de l'Homme*, Roger Dadoun présentera, avec divers contributeurs, le dossier qu'il a constitué sous le titre « Alcools, Alcoolismes, à l'Alcool ». Seront abordées, entre autres, *Un vil sursaut d'hydre, Qu'importe le flacon, Sisyph  alcoolique, La part alcoolique du Soi* (Michèle Monjauze), ainsi que *Dionysiaque corps et  me. La Porte alcoolique du Soi* (R.D.) Entrée libre et gratuite. Ent'revues, 174, rue de Rivoli. (Confirmer par courriel à [jferreux@teraedre.fr](mailto:jferreux@teraedre.fr))

## Vendredi 4 mai

### Lorient (56)

20h30. La politique de la peur, causerie-débat avec Serge Quadruppani ( crivain social) autour des questions de sécurité et de terrorisme. Pourquoi et comment cette idéologie se développe et comment lui résister? Coorganis e par le groupe libertaire Francisco-Ferrer de la Fédération anarchiste et la CNT 56. Cité Allende, 12, rue Colbert. Salle audiovisuelle. Entrée libre.

**La Fédération anarchiste  
s'est enrichie de deux nouvelles liaisons**

**Vous pouvez contacter la liaison Mornant-Monts-du-Lyonnais dans le département du Rhône à l'adresse:**  
[mornant@federation-anarchiste.org](mailto:mornant@federation-anarchiste.org)

**Une nouvelle liaison existe à Angers dans le Maine-et-Loire. Vous pouvez la joindre à l'adresse:**  
[angers@federation-anarchiste.org](mailto:angers@federation-anarchiste.org)

**L'annuaire des 100 groupes et liaisons de la Fédération anarchiste est consultable sur le site fédéral:**  
[www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org)

## Souscription en soutien au *Monde libertaire*

Une fois par mois, nous publierons la liste des souscripteurs du mois écoulé.

**Mars 2012**

Groupe de Saône et Loire (71) : 100 euros  
M. L. Marie (22) : 20 euros  
M. B. Guillon-Mas (13) : 100 euros  
M. F. Martin (37) : 150 euros  
M. C. Pataud (92) : 1000 euros  
Fred Libert (internet) : 15 euros  
Mme E. Courties (92) : 10 euros  
M. P.Tchechovitch (29) : 30 euros  
M. S. Poncelet (21) : 30 euros  
Mme F. Cherbourg (81) : 20 euros  
Collectif Indar Beltza (64) : 40 euros  
M. O. Fayel (69) : 20 euros  
M. D. Ruf (88) : 50 euros  
M. R. Chardel (94) : 300 euros

**TOTAL : 1885 euros**

Merci ! Poursuivons nos efforts pour sauvegarder et consolider l'existence du *Monde libertaire* ! Faites connaître notre journal autour de vous ! Lisez-le et faites-le lire ! Harcelez votre marchand de journaux pour qu'il l'expose correctement sur ses étalages ! Abonnez-vous, offrez un abonnement afin d'étendre davantage la diffusion des idées libertaires ! Si minime qu'il soit, chaque ruisseau viendra grossir le fleuve anarchiste !

**L'administration du Monde libertaire**



# 1<sup>er</sup> MAI 2012

**PAS D'ELU(E)S !  
...DES LUTTES !**



**DEPART 12H  
PLACE DES FÊTES - PARIS**

# MANIF ANARCHISTE

**REJOIGNEZ LE CORTEGE DE LA FEDERATION ANARCHISTE !  
[www.federation-anarchiste.org](http://www.federation-anarchiste.org)**